

7 3/4% WOOD GUNDY
692-4200
3 ANS
25 000 \$ minimum
GARANTI
Taux sujet à modification

LE SOLEIL

**POUR VOUS
ABONNER:
647-3333**
Extérieur:
1-800-463-2362

MARDI 26 AVRIL 1994

QUÉBEC, 96^e ANNÉE, NO 117
50 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLETTE

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVG 0.30 4.04

MONTRÉAL-OTTAWA 60c Plus TPS TVG

50c Plus TPS TVG

LE SPORT



Les Bruins face à l'élimination

Patrick Roy a été le plus fort et le Canadien mène maintenant 3-2 dans la première série : les Bruins feront face à l'élimination demain soir au Forum. **S-3**

LA RÉGION

Funérailles du couple assassiné

Les funérailles de Maurille et Béatrice Lepage, froidement assassinés par des voleurs, le 9 avril, ont eu lieu hier en l'église Sainte-Anne de Val-Bélair. **A-3**

QUÉBEC

Havre d'espoir au Café-rencontre



Robert Marcil, un ex-dur, a trouvé sa voie au Café-rencontre du centre-ville, un refuge pour marginaux

en difficulté qui compte sur la générosité de la population pour boucler son budget.

LE MONDE

Cubains réfugiés à l'ambassade du Canada

Quatre Cubains se sont réfugiés, hier, dans les locaux de l'ambassade canadienne à La Havane et ont demandé l'asile politique au Canada. **A-3**

LE CANADA

Chrétien pourra aider les libéraux québécois

Le financement des partis politiques permet au gouvernement de Jean Chrétien de dépenser sans compter lors de la prochaine élection au Québec. **A-5**

L'ÉCONOMIE

Le groupe Canam s'installe en Floride

Le groupe beauceron Canam Manac vient de s'installer en Floride avec l'acquisition d'un fabricant de charpente métallique à Fort Lauderdale. **B-8**

L'INDEX

Annonces classées	C-6 à C-10
Arts	C-4 et C-5
Bridge	C-10
Décès	C-11 et C-12
Économie	B-4 à B-8
Editorial	A-12
Horoscope	C-12
Le Monde	A-9 à A-11
Les idées du jour	A-13
Michel David	A-12
Mode	C-1 à C-3
Où aller à Québec	C-4
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	B-3
TABLETTE SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Ennuagement tôt ce matin, averses par la suite, maximum 8. **S-16**



Plus de 20 000 malades attendent une chirurgie

QUÉBEC — Près de 23 000 personnes étaient en attente d'une chirurgie dans les 102 hôpitaux de courte durée du Québec à la fin de l'année dernière et il semble que cette situation n'ait guère changé depuis.

par PIERRE PELCHAT
LE SOLEIL

Selon un relevé effectué par l'Association des chirurgiens généraux auprès de ses membres, 9364 patients étaient sur une liste d'attente pour une chirurgie d'un jour (hernie, kyste, cataracte), 2108 pour une intervention chirurgicale nécessitant une hospitalisation de 24 à 48 heures (hernie, hémorroïdes), 10 452 malades pour une chirurgie dite élective, soit jugée

non urgente mais exigeant une hospitalisation plus longue.

Les personnes atteintes d'un cancer en attente d'une opération urgente étaient au nombre de 626. Il y avait en outre 276 autres patients cancéreux qui attendaient de passer sur la table d'opération.

Le délai d'attente pour un malade souffrant d'un cancer pouvait atteindre six semaines. Pour une chirurgie élective, le délai le plus long était de huit mois, une intervention suivie d'une hospitalisation de courte durée, de six mois

et pour une chirurgie d'un jour, de 18 mois.

Ces délais sont-ils préjudiciables pour la santé des malades, particulièrement ceux qui souffrent du cancer? « Difficile à dire. L'idéal c'est qu'il n'y ait pas d'attente », répond le président de l'Association des chirurgiens généraux, le Dr Michel Talbot.

À son avis, ce constat démontre le manque de ressources de plusieurs hôpitaux du Québec. « L'attente est trop longue. Il y a un problème. Soit qu'on ne réussit pas à répondre à la demande ou qu'on manque de planification. Ça témoigne aussi d'un système peut-être épuisé », a-t-il affirmé au SOLEIL.

Ce n'est pas tout d'avoir des salles d'opération. Encore faut-il des lits pour accueillir les malades au sortir de la table d'opération. Dans certains cas, ces patients doivent être suivis de près dans des unités de soins intensifs, ce qui exige des équipements adéquats et du personnel plus nombreux. Or, ces ressources ne seraient pas toujours suffisantes.

Selon le Dr Talbot, il est difficile de tirer d'autres conclusions précises de ce sondage non scientifique. Ce problème des listes d'attente est présent dans toutes les régions et varie d'un établissement à l'autre. « Il y a des gros hôpitaux comme des petits qui ont des grosses listes d'attente. D'autres n'en ont pas. La taille de l'éta-

blissement n'est pas un facteur », a-t-il expliqué.

Près de 60 % des 450 chirurgiens du Québec ont répondu au questionnaire de leur association. Le relevé des listes d'attente a été fait de septembre à décembre de l'an dernier.

Un premier relevé effectué durant l'été de 1992 montrait que 33 000 personnes étaient en attente d'une intervention chirurgicale. On avait alors estimé que les mois d'été n'étaient pas la période idéale pour donner une lecture juste de la situation. Parce que bien des patients refusent de se faire opérer durant cette période et que les chirurgiens, tout comme le personnel des hôpitaux, prennent des vacances.

Les grands moyens pour nettoyer



L'une des 10 embarcations de COPIM, sur laquelle des employés font fonctionner un écumeur. **C.**

COPIM est prête à faire face à une marée noire

LÉVIS — Au large de Sainte-Croix, dimanche, COPIM était prête à faire face à un déversement majeur de carburant. Les grands moyens avaient été déployés : 750 pieds d'estacades, quatre écumeurs, trois embarcations, deux barges de récupération, deux remorqueurs d'intervention et 32 personnes étaient en disponibilité sur le lieu de l'échouement. De déversement, il n'y en eut point, mais ce fut, aux dires du directeur général, un bon exercice.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

COPIM, pour Coopération dans la prévention et l'intervention maritime, a été mise sur pied en 1990 par les pétrolières Shell, Ultramar, Pétro-Canada et Esso, dont il tire la totalité de son budget annuel de 1,2 million \$. Cinq employés permanents y travaillent et donnent de la formation à 80 personnes provenant de huit compagnies de récupération, Sanivan, Sani-Gestion, Sani Mobile, pour ne nommer que celles-là.

« Ces entreprises habituellement concurrentes travaillent de concert pour intervenir lors de déversements d'hydrocarbures dans le fleuve », se vante le directeur général de COPIM, Denis Montambeault. « Elles mettent à notre disposition quelques-uns de leurs employés — toujours les mêmes — et nous

les entraînons à raison de 15 jours par année, répartis en cinq sessions de trois jours, d'avril à novembre. Ils apprennent ainsi à connaître le fleuve dans diverses conditions météorologiques. »

Aux deux dépôts de Lévis et Verchères (région de Montréal), s'ajoutera d'ici septembre un troisième dépôt, à Sept-Îles.

L'utilisation des techniques et de l'imposant matériel de COPIM variera selon les conditions dans lesquelles se déroulera un éventuel déversement. Des estacades pourront ramener le produit répandu dans une crique ou près d'une berge, où un écumeur placé sur une embarcation le récupérera. Dans d'autres occasions, quand les rives ne le permettent pas par exemple, il faudra faire dévier les hydrocarbures au large, les récupérer avec des écumeurs et les verser ensuite dans une barge de récupération.

À certains moments de l'année, il faudra également effrayer les oiseaux de passage pour les éloigner de la nappe d'hydrocarbures. COPIM connaît les techniques et possède l'équipement nécessaire pour les différentes espèces.

Depuis sa mise sur pied, COPIM est intervenu sur le Saint-Laurent à une vingtaine de reprises, toutes mineures. Dimanche, c'était la première fois qu'un pétrolier était en cause. « Aujourd'hui, les pétroliers sont très sécuritaires, note M. Montambeault. La formation, la sensibilisation, la prévention et les campagnes de sécurité ont porté fruit. Et les compagnies pétrolières font beaucoup d'efforts pour minimiser les risques de déversement. Trois ou quatre fois par année, quelques-uns de leur employés viennent suivre chez COPIM des séances de formation. »

Ca n'empêche pas les gens de COPIM de voyager partout dans le monde pour se tenir à jour dans les techniques de prévention et d'intervention. « L'Europe est à la fine pointe dans ce domaine », affirme M. Montambeault.

Autre texte en page A-2

Afrique du Sud

La vague terroriste s'accroît

PRETORIA (AFP, AP) — La vague d'attentats à la bombe en Afrique du Sud, attribuée à l'extrême-droite blanche, s'est accrue, hier, avec l'explosion d'une bombe à Pretoria, quelques heures avant le début des premières élections multiraciales.

Cette bombe, qui a tué deux personnes et en a blessé 22 autres, porte à 21 tués et à plus de 150 blessés le bilan de ces trois explosions qui se sont produites dimanche et hier.

Ces attentats font craindre un bain de sang pendant et après les élections, prévues aujourd'hui, demain et jeudi et dont le résultat devrait amener au pouvoir les Noirs sud-africains pour la première fois depuis l'arrivée des premiers colons hollandais, en 1652.

Hier soir, selon la police, deux personnes ont été tuées et vingt-deux autres blessées, dont cinq sérieusement après que deux Blancs, circulant à bord d'une Toyota bleue eurent lancé un engin explosif dans un restaurant modeste fréquenté par des clients noirs. Cet établissement, appelé le « Sonny's », est situé dans le quartier de Marabastad, près du zoo de Pretoria et du centre de cette ville tranquille, siège du gouvernement.

Selon le lieutenant Dave Harrington, les deux agresseurs ont pu s'enfuir après avoir jeté l'engin. Des barrages de police ont été dressés autour de la ville.

Ce nouvel attentat survient quelques heures après l'explosion d'une voiture piégée, contenant une centaine de kg d'explosif, et garée à une station de taxis collectifs dans le quartier noir de Germiston. Dix personnes ont été tuées et 36 autres blessées.

Dimanche, un attentat semblable dans le centre de Johannesburg avait fait neuf morts et une centaine de blessés.

Selon une source proche des

enquêteurs, parlant sous couvert de l'anonymat, un « homme blanc et blond » a été vu rangeant à Germiston, une voiture jaune, contenant l'explosif.

Cette source a assuré « qu'elle ne doutait pas » que ces explosions étaient liées à une campagne de l'extrême-droite, destinée à perturber le scrutin.

« Nous allons en avoir beaucoup d'autres », a prévenu cette source, ajoutant que les forces de sécurité avaient du mal à contrôler les accès de la zone de Johannesburg, permettant ainsi aux extrémistes blancs d'entrer et de sortir en toute impunité pour perpétrer leurs actes terroristes.

L'extrême-droite blanche, basée généralement dans les zones rurales, demande un « Volkstaat » (territoire blanc séparé) et entend perturber le scrutin pour empêcher les Noirs d'arriver au pouvoir.

Réagissant à l'attentat de Germiston, le président du Congrès national africain (ANC), Nelson Mandela, a affirmé que c'était l'acte de « fous qui massacrent les innocents parce qu'ils craignent la démocratie ».

De son côté, le président Frederik de Klerk a qualifié de « cinglés » les auteurs de ces attentats qui ont, selon lui, « déclaré la guerre au reste de la société ».

« Nous n'aurons de cesse de les traquer, de les juger et de les punir, comme ils le méritent », a-t-il ajouté.

Entre-temps, une nièce de Nelson Mandela, Nomaza Paintin, a été la première personne noire à voter à Wellington, ce matin.

Autre texte en page A-10



Corps mutilés, véhicules éventrés, débris de verre partout : la station de taxis collectifs de Germiston, près de Johannesburg, ressemblait à une zone de guerre, hier matin, après l'explosion d'une voiture piégée qui a fait au moins dix morts et une trentaine de blessés. **C.**

Plus de 15 millions \$ de dégâts

Matapédia va se protéger contre les inondations

MATAPÉDIA — Une dernière compilation faite par la municipalité de Matapédia indique que plus de 50 résidents, commerces et institutions ont été ravagés par l'embâcle de la rivière Restigouche la semaine dernière. L'ampleur des dégâts n'empêche pas les élus locaux de se tourner vers l'avenir pour empêcher que d'autres catastrophes de même envergure ne se reproduisent.

par GILLES GAGNÉ
collaboration spéciale

Trente-cinq familles et 17 commerces ou institutions ont ainsi subi des dommages suffisants pour faire l'objet d'une demande de compensation auprès du ministère de la Sécurité publique. Il faudra attendre quelques semaines encore avant d'avoir une idée précise de l'ampleur des dégâts, mais il s'avère déjà que le montant de 15 millions \$ avancé au lendemain de l'inondation est conservateur.

La maire de Matapédia, Jacqueline Beaulieu, constate que l'équipe du ministère de la Sécurité publique qui a fait le tour des sinistrés au cours de la dernière semaine s'est avérée d'une efficacité remarquable, au point de surprendre agréablement les sinistrés les plus mécontents.

« Ça ne se compare nullement avec l'inondation de 1992, dont plusieurs cas ne sont pas réglés. Ça bouge cette année », signale-t-elle.

« Mais il faut se tourner vers l'avenir et tenter de trouver des moyens pour atténuer les inondations futures. Nous n'osons pas encore dévoiler des éléments de solutions, mais nous connaissons suffisamment le phénomène pour être en mesure de monter un dossier sérieux », explique Mme Beaulieu.

De façon graduelle, la vie re-

prend un semblant de rythme qu'on ne peut encore qualifier de normal. Ainsi, la partie du tablier du pont de Saint-Alexis qui se trouvait soutenu par la glace a été ramenée au bord. Les glaces, elles, ont complètement libéré la rivière Matapédia.

Mme Beaulieu a obtenu la confirmation que le gouvernement du Québec adoptera mercredi le décret qui déblocquera des fonds pour les sinistrés. D'autres part, le centre de distribution de Provigo devrait être pleinement fonctionnel jeudi. Son gérant Louis Arsenault évalue maintenant les dégâts à 3 millions \$, soit 1 million \$ de plus qu'il y a une semaine.

Le CLSC Malauze déterminera demain ou jeudi quand le siège social pourra accueillir à nouveau la clientèle, qui peut se dépanner aux points de service de Saint-Omer de Pointe-à-la-Croix.

L'école a repris hier pour les étudiants de secondaire 4 et 5, mais des parents s'inquiètent de plus en plus des conséquences de l'arrêt des cours pour les 400 autres élèves de 5 à 15 ans, autant pour le retard scolaire que pour les problèmes d'horaire parents-enfants.

« Ca pourrait engendrer des problèmes sociaux; nous en avons discuté avec la direction de l'école pour tenter de les résoudre », précise Esther Nadeau, du CLSC.

L'école des Deux rivières constitue le bâtiment qui a le plus souffert de la crue avec des dommages qui pourraient dépasser 5 millions \$ et la date de sa rouverture n'est pas encore déterminée.



Le directeur général de COPIM, Denis Montambeault, devant une barge de récupération de l'entreprise spécialisée dans la lutte aux marées noires. Le COPIM était sur place, à Sainte-Croix, dimanche, au cas où le Jade Star échoué aurait laissé échapper une partie de sa cargaison pétrolière.

Intact et son moteur réparé

Le Jade Star vogue à nouveau

QUÉBEC — Le pétrolier Jade Star, qui s'était échoué dimanche matin en face de Sainte-Croix de Lotbinière, a quitté le port de Québec en direction de Montréal, à l'aube hier, après avoir été inspecté « d'une coque à l'autre » par des plongeurs mandatés par la Garde côtière canadienne.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Le navire a été à quai à Québec pendant une douzaine d'heures, la nuit dernière. Un enquêteur du Bureau de la sécurité des transports (BST), Martin Marcotte, a profité de ce moment pour faire son travail auprès de tous les gens concernés, membres d'équipage, propriétaire, affréteur. Il devait terminer ses en-

treuves à Montréal, hier et aujourd'hui.

La panne qui a affecté le navire, dimanche, aurait été causée par une pièce défectueuse de la génératrice du moteur, a indiqué un porte-parole du BST, Ghislain Charron. Cette pièce a été envoyée pour examen au laboratoire technique du BST, à Ottawa. Elle avait été remplacée dimanche sur le lieu même de l'échouement.

De leur côté, des plongeurs

ont examiné la coque du pétrolier de 123 mètres, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur. « Le Jade Star a été décrété en excellente condition par la Garde côtière et est reparti sans aucune restriction », a fait savoir Louis Forget, porte-parole de la compagnie Ultramar, qui avait affrété le pétrolier.

Le Jade Star, un navire à double coque et double paroi construit en 1993 et propriété de Rigel Shipping Canada inc. du Nouveau-Brunswick, transportait 3000 mètres cubes d'essence sans plomb et 7000 mètres cubes de diesel. Il avait quitté le quai de la raffinerie de Saint-Romuald dimanche matin en direc-

tion de Montréal, mais s'était échoué du côté sud du chenal en face de Sainte-Croix de Lotbinière.

Il a été renfloué en milieu de soirée dimanche, à la faveur de la marée montante et après avoir été déballasté. Sa cargaison a été rééquilibrée dans les réservoirs, mais n'a pas été transbordée dans un autre navire. Son moteur ayant été réparé, le navire a pu regagner de lui-même un quai du port de Québec, sans l'aide d'un remorqueur. On n'a signalé aucune fuite.

Le Jade Star a donc accosté à Montréal hier avec 24 heures de retard.

Évadé repris lors d'un cambriolage

QUÉBEC — Les policiers de Québec ont pris sur le fait, dimanche soir, un individu qui était en train de commettre un vol par effraction dans une résidence du quartier Neufchatel et qu'ils ont finalement identifié comme étant celui qui s'était évadé du Centre de détention de Québec vendredi.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE
LE SOLEIL

Daniel Tremblay, 25 ans, avait consulté l'infirmière du Centre de détention, vendredi, disant souffrir de douleurs à la jambe et avoir de la difficulté à marcher. L'infirmière lui avait conseillé de se rendre à l'hôpital du Saint-Sacrement, ce qu'il s'était empressé de faire, escorté de deux gardiens.

Tremblay avait subi un examen de sa jambe et était finalement sorti de l'hôpital avec des béquilles, qu'il a vite laissé tomber pour faire faux bond à ses gardiens en prenant ses jambes à son cou. Il n'avait pas été repris.

Vers 19 h 45 dimanche, les policiers de Québec ont reçu un appel d'un citoyen les avisant qu'un malfaiteur était en train de commettre un vol par effraction au 8525, rue Bellevue, dans le quartier Neufchatel. Au moment où ce citoyen désignait aux policiers l'automobile du suspect garée dans la rue, ce dernier sortait de la maison, un paquet sous le bras. Il s'est mis à courir en apercevant les policiers, qui n'ont pas mis de temps à le rattraper.

L'individu a décliné un faux nom, mais les policiers l'ont identifié par ses empreintes digitales. Daniel Tremblay est retourné derrière les barreaux du Centre de détention de Québec, où il purgeait une peine pour vol. Il devait être libéré en 1995, mais était en attente de son procès pour une affaire de drogue. Il sera ultérieurement accusé d'effraction et vol, ainsi que d'évasion d'une garde légale. En outre, l'automobile qu'il conduisait avant de commettre son méfait était rapportée volée.



Le sergent Mark BOLAND

Jeune Somalien battu à mort : un soldat avoue sa négligence

PETAWAWA, Ont. (PC) — Un soldat a plaidé coupable hier à une accusation de négligence dans l'exécution de son devoir découlant de la mort au cours d'un passage à tabac d'un adolescent somalien, l'année dernière.

Le sergent Mark Boland, 33 ans, pourrait écoper d'une sentence de deux ans dans une prison militaire et à son renvoi des Forces armées canadiennes pour ne pas s'être assuré que Shidane Arone était bien gardé après qu'il eût été arrêté par des soldats canadiens.

La victime, âgée de 16 ans, est décédé après avoir été roué de coups pendant trois heures dans un camp des Forces canadiennes, à Belet Uen, en Somalie, en mars 1993.

Le sergent Boland, de Russell, en Ontario, est l'un des six membres du Régiment canadien aéroporté accusés en rapport avec le décès de M. Arone.

La cour martiale a accepté son plaidoyer de culpabilité.

Quatre ans de tôle pour avoir agressé sexuellement ses enfants

OTTAWA (PC) — Un individu de 67 ans, de Nepean, en banlieue d'Ottawa, a été condamné hier à une peine de quatre années de pénitencier pour avoir agressé sexuellement quatre de ses six enfants au cours des années 60 et 70.

Le juge Keith Flanigan ne s'est pas laissé attendrir par l'âge de l'accusé ni par les nombreuses années qui se sont écoulées depuis la perpétration des actes.

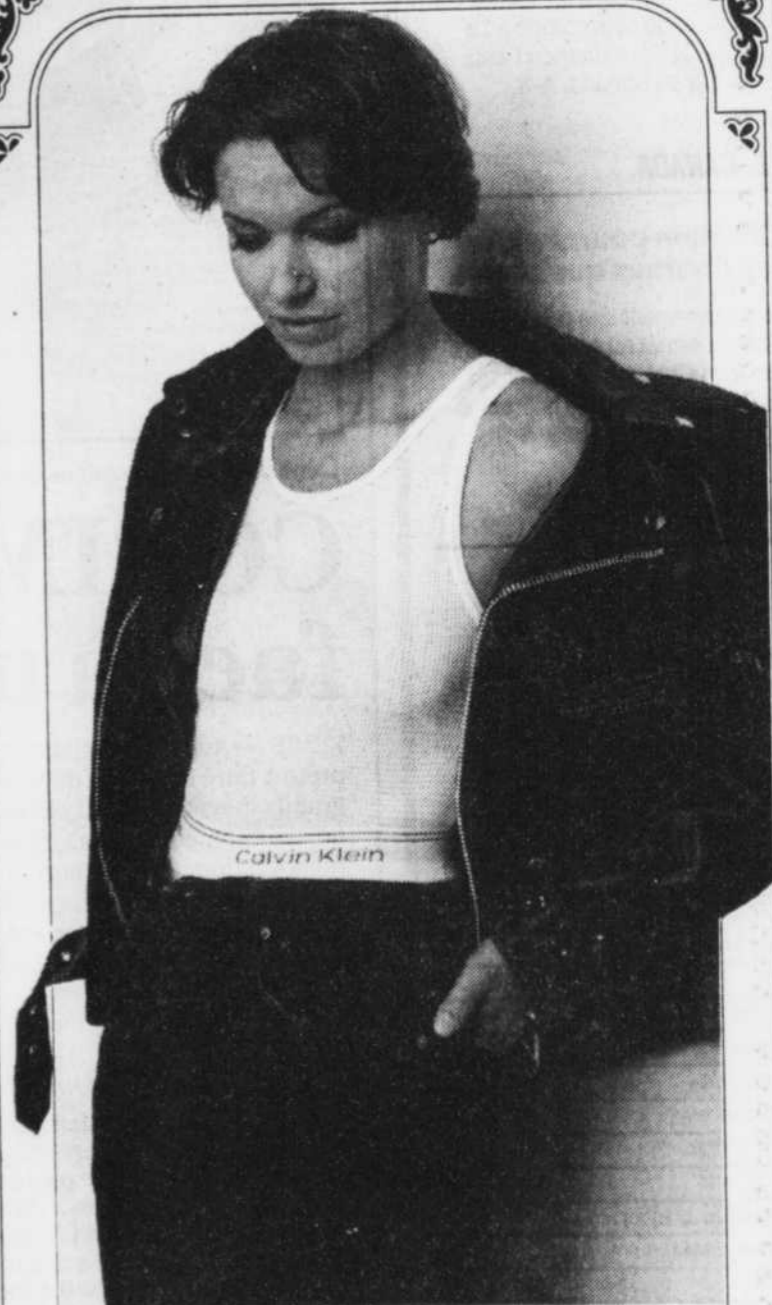
« Dans l'intérêt des citoyens, les individus qui auraient tendance à agir comme le prévenu doivent savoir que la société ne tolère pas cela. Le message doit être clair et l'incarcération est nécessaire », a affirmé le juge, en précisant que la réhabilitation de l'accusé n'est pas un facteur à prendre en considération puisqu'il vit une vie « normale » depuis maintenant une quinzaine d'années.

Vendredi dernier, le sexagénaire avait été reconnu coupable de huit chefs d'accusation de nature sexuelle (grossière indécence, sodomie et atteinte à la pudeur) à l'endroit de sa fille et de ses trois fils.

« C'est vrai qu'il s'est écoulé une longue période entre la dernière offense et le dépôt des accusations, a ajouté le juge. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau et c'est même une chose qu'on voit de plus en plus souvent. La cour se doit d'être prudente et de ne pas diminuer l'importance qu'elle doit donner à ce genre d'accusations. »

LA QUOTIDIENNE
tirage du 25-04-94
6-6-6
0-1-8-7

La GUEPIÈRE



de notre collection calvin klein

LA CAMI MOTARD

Le feu vert pour la cami moulante pour la lingerie d'influence masculine. la cami moulante c'est le dessous-dessus indispensable pour l'été 94. voyez notre collection complète! illustré: le style coton côtelé, blanc, gris, noir. p.m.g. 12.00

la maison
simons
PLACE ST-JOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

LA TROIS

LE SOLEIL

Cadavre dénudé d'un homme découvert à Beauport Huitième meurtre dans la région

BEAUPORT — Le cadavre d'un homme nu a été découvert par une jeune cycliste vers 19 h hier, en bordure d'un sentier situé à l'extrémité de la rue Vaillancourt, près d'un secteur résidentiel, dans le nord de Beauport. La victime, âgée entre 25 et 35 ans, reposait face contre terre et portait une plaie à la tête ainsi que plusieurs ecchymoses dans le dos.

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Elle aurait vraisemblablement été battue puis tuée d'une balle à la tête. Selon la police, ce crime revêt les allures d'un règlement de compte qui aurait été perpétré ailleurs que dans ce terrain boisé. Le ou les suspects auraient ensuite traîné le corps à cet endroit, ce qui expliquerait d'ailleurs le fait que le seul vêtement de l'inconnu, son caleçon, était descendu jusqu'aux genoux. La mort remonterait à quelques jours.

Le porte-parole de la police de Québec, l'agent Jean Minguy, a indiqué, hier soir, que la scène de crime avait été protégée de façon à permettre à un chien-pisteur et aux enquêteurs de chercher des indices. Des traces de pneus et des marques de pas ont déjà été



Trois policiers examinent l'endroit où le cadavre a été retrouvé, hier soir.

repérés dans la boue et l'herbe. L'arme du crime n'a pas été retrouvée.

Des résidents du secteur ont indiqué qu'ils avaient entendu un ou deux coups de feu dans la nuit de samedi à dimanche aux alentours

de ce terrain mais ils n'ont remarqué aucun véhicule suspect. Il faut dire qu'ils sont habitués à un va-et-vient constant dans ce secteur puisque ce site, traversé par une ligne hydroélectrique, attire souvent des flâneurs et des buveurs

en fin de soirée. Le corps a été transporté à la morgue où il sera autopsié. L'identité de la victime sera connue plus tard. Il s'agit du huitième meurtre à survenir dans la grande région de Québec depuis le début de l'année.

Policier blessé par son collègue lors d'un vol

VICTORIAVILLE-ARTHABASKA — Un jeune policier de la ville regroupée Victoriaville-Arthabaska, a blessé gravement son compagnon d'un coup de feu vers 1 h 15 hier matin, alors que le duo répondait à une plainte d'introduction avec effraction et de vol dans un restaurant.

par FORTUNAT MARCOUX
LE SOLEIL

Jean-Pierre Caron, 49 ans, policier depuis 24 ans, a été atteint d'une balle de calibre .38 qui lui a transpercé l'épaule gauche. Il repose dans un état satisfaisant au centre hospitalier Hôtel-Dieu des Bois-Francis.

Quant à l'auteur de la méprise, âgé de 24 ans et comptant trois années de service, il est en proie à un violent choc nerveux. Dans l'après-midi, il consultait un psychologue.

Selon les informations que LE SOLEIL a pu obtenir, les deux patrouilleurs sont arrivés au restaurant Den-Lou après que les propriétaires qui dormaient à l'étage de l'établissement, Louise et Denis Bergeron, eurent signalé une introduction avec effraction dans le restaurant.

Un policier est entré dans l'établissement par l'arrière puis il est descendu au sous-sol. L'autre y est pénétré par la

porte avant et en est sorti par l'arrière. Revenant à l'avant, il s'est dirigé à son tour vers le sous-sol en empruntant une descente extérieure. Les deux policiers se sont retrouvés face à face et un coup de feu a retenti.

L'enquête pour établir les circonstances de cet accident est menée par l'Escouade des crimes majeurs de la Sûreté du Québec du détachement des Trois-Rivières.

C'est Mme Bergeron qui a téléphoné à la sûreté municipale après avoir entendu du bruit au rez-de-chaussée. Au moment où M. Bergeron descendait l'escalier par l'intérieur, le voleur donnait un coup de pied dans la porte du couloir menant à l'étage.

Plus tard, le propriétaire constatait que les deux tiroirs-caisses avaient été éventrés et que les voleurs avaient soulagé leur contenu représentant 142 \$. Les malfaiteurs sont toujours au large.

Émotion lors des funérailles du couple lâchement assassiné

VAL-BÉLAIR — « Autant l'existence paisible, sans histoire, effacée du couple Lepage aura été discrète, loin des bruits du monde, autant leur départ a fait la manchette des médias, a semé l'émoi dans la communauté et a laissé un goût plutôt amer dans le cœur de tous ».

par ISABELLE JINCHEREAU
LE SOLEIL

Célébrant hier en l'église Sainte-Anne de Val-Bélaire les funérailles de Maurille et Béatrice Lepage, froidement assassinés, le curé Gildas Plante a exhorté hier les quelque 200 parents, amis et proches assistant à la cérémonie à ne pas pleurer mais à prier dans l'amour, la fraternité et la paix.

« Il ne faut pas que l'aspect tragique de cet événement nous empêche de regarder ce départ imprévu à la lumière de notre foi chrétienne. Ce couple, même s'il n'avait pas le choix, a suivi Jésus. Ils sont partis pratiquement ensemble. Ils continuent à vivre auprès de Dieu. C'est l'amour qui l'emporte sur toutes les autres puissances », a rappelé le célébrant.

Âgée de 75 ans, Mme Lepage a été tuée le 9 avril dernier dans sa maison par au moins deux voleurs qui cherchaient de l'argent. Son mari, un ancien militaire de 82 ans, n'a pas survécu aux blessures à la tête et au choc subis lors de cette intrusion. Il est décédé à l'hôpital jeudi dernier.

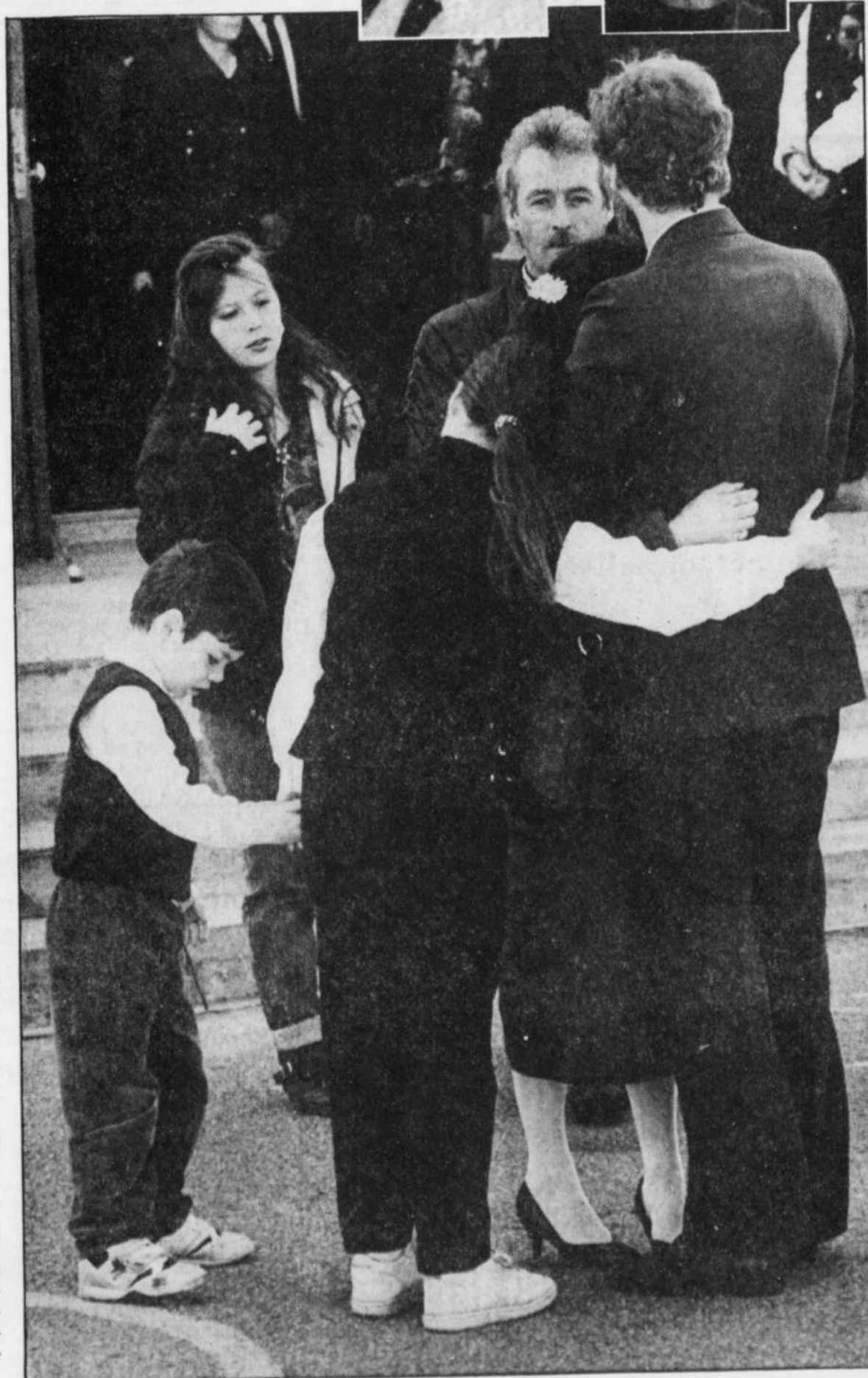
Dans un moment de lucidité, M. Lepage a parlé brièvement aux enquêteurs de la Sûreté du Québec mais ses confidences n'ont pas permis aux policiers de cheminer dans leur enquête.

« L'investigation s'annonce pénible mais nous ne mettons pas une croix sur ce dossier de double meurtre. Tout est encore possible. Au départ, nous avons vérifié trois ou quatre pistes, qui n'ont pas abouti. Nous attendons le résultat des autres expertises sur des éléments prélevés sur le terrain le jour du crime », précise l'agent Camille Gagnon.

La cérémonie d'adieu au couple Lepage a également été marquée par les propos émouvants d'un des petits-fils des Lepage, André, qui a souligné à la fin de la messe les conseils inestimables prodigués par grand-maman Béatrice dans son entourage ainsi que les qualités du couple.

L'assistance a applaudi cette initiative. Après avoir été aspergées et encensées, les deux dépouilles ont été conduites au crématorium du cimetière Saint-Charles.

L'émotion était intense aux funérailles du couple Maurille et Béatrice Lepage de Val-Bélaire, photographiés lors d'un vol qui demeure inexplicable.



Cubains réfugiés à l'ambassade du Canada

OTTAWA (AP, AFP) — Quatre Cubains, l'un portant dans ses bras un enfant de trois ans, se sont réfugiés, hier, dans les locaux de l'ambassade canadienne à La Havane et ont demandé l'asile politique au Canada, a annoncé le ministère canadien des Affaires étrangères.

Ces quatre candidats à l'émigration faisaient partie d'un groupe de 15 personnes qui patientaient devant l'ambassade avant son ouverture, a précisé un porte-parole du ministère.

Selon cette dernière, l'enfant de trois ans était apparemment porté par son père. En revanche, la mère n'est pas parvenue à forcer le barrage des gardes cubains en faction devant l'ambassade, a-t-elle ajouté.

Une équipe de télévision américaine, venue de Miami à La Havane pour couvrir la conférence La Nation et l'Emigration, qui a réuni pendant trois jours des représentants du gouvernement et une partie des Cubains de l'étranger, se trouvait devant l'ambassade où elle a pu filmer l'incident, indique-t-on de même source.

Surveillance

Au cours des derniers mois, plusieurs Cubains avaient tenté, à de multiples reprises, de pénétrer dans les jardins de l'ambassade protégée par de hautes grilles et surveillée en permanence par plusieurs policiers.

La dernière affaire similaire connue remonte à la fin janvier dernier, lorsque huit Cubains s'étaient réfugiés dans la résidence de l'ambassadeur de Belgique à La Havane. Devant le refus des autorités cubaines de les laisser quitter le pays, ils étaient cependant sortis de la résidence un mois plus tard, le 24 février, après avoir reçu des assurances officielles selon lesquelles ils ne feraient l'objet d'aucune poursuite judiciaire.

Castro «ressuscité»

Par ailleurs, la réception offerte dimanche soir par le président Fidel Castro aux 215 Cubains de l'étranger ayant participé à la conférence sur l'émigration à La Havane a permis au chef Fidel



Fidel CASTRO

Castro de témoigner de sa « résurrection » et d'établir un « contact personnel » avec l'émigration, a soutenu hier, le ministre des Relations extérieures, Roberto Robaina.

Le chef de la diplomatie cubaine, qui s'adressait à la presse, a indiqué que la réception de près de trois heures au Palais de la Révolution à La Havane, s'était déroulée dans « une atmosphère de grand respect, de compréhension et d'émotion pour ceux qui durant de longues années restèrent loin du pays ».

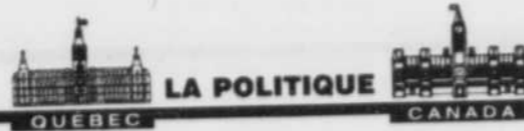
Cette rencontre a coïncidé avec « le premier jour de résurrection de notre président », a ajouté ironiquement Robaina, faisant référence aux rumeurs diffusées la semaine dernière depuis la Floride et faisant état d'un attentat contre Fidel Castro ou de graves problèmes de santé dont il aurait souffert.

Télex autorisés

Enfin, l'administration américaine a autorisé pour la première fois depuis l'imposition, il y a plus de 30 ans, de l'embargo contre Cuba une entreprise américaine, IDB Worldcom, à mettre en place un service direct de télex et télégrammes avec Cuba, a indiqué lundi la compagnie.

IDB Worldcom partagera les revenus de ce service commercial avec le gouvernement cubain.

Le service qui doit être inauguré dans deux semaines, permettra d'envoyer des télex et des télégrammes dans les deux directions, a indiqué à l'AFP le vice-président de IDB Worldcom, Mike Sauer.



Mouvements de personnel illégaux aux normes du travail Le ministre Marcil cautionne l'opération nettoyage

QUÉBEC — Loin de semoncer la direction de la Commission des normes du travail à la suite des sévères remontrances que lui adressait la semaine dernière la Commission de la fonction publique du Québec sur la gestion de ses ressources humaines, le ministre de l'Emploi, Serge Marcil, s'est plutôt attardé à démontrer que celle-ci avait réalisé un « redressement significatif » de la situation au sein de cet organisme chargé de faire respecter les normes minimales du travail.

par GILLES BOIVIN
LE SOLEIL

En commission parlementaire, hier, le ministre et le président de la CNT, Jean Rivard, ont plaidé que la situation « d'urgence » qui prévalait au sein de cette organisation justifiait le président « d'a-

gir vite ». M. Marcil reconnaît cependant que l'opération nettoyage menée par le nouveau président peut avoir eu « des conséquences sérieuses sur des personnes impliquées ».

Une rencontre avec l'Office des ressources humaines doit d'ailleurs avoir lieu au cours de la semaine pour tenter de remédier

aux inconvénients posés à ces personnes.

Samedi, LE SOLEIL faisait état d'un rapport d'enquête de la Commission de la fonction publique révélant que la direction de la CNT avait commis au moins 37 irrégularités dans les mouvements de personnel qui ont suivi l'arrivée à la tête de l'organisme du nouveau président, en novembre 1992.

Le rapport établit notamment que deux cadres supérieurs ont été tout bonnement renvoyés chez eux avec plein salaire et que deux fonctionnaires ont été recrutés « illégalement », leurs qualifications ne correspondant pas à la description des tâches inscrites

dans le concours de recrutement. La CFP concluait que « plusieurs règles ont été transgressées, notamment en matière de promotions sans concours, de gestion des cadres en difficulté, d'affectations ou de reclassement ».

Ancien journaliste et candidat libéral défait dans Bourget en 1981, Jean Rivard soutient qu'il a trouvé, à son arrivée à la tête de la CNT, une situation telle qu'il ne pouvait agir autrement. En novembre 1992, l'organisme traitait un lourd dossier de quelque 5.000 plaintes en inventaire et des délais de traitement des plaintes variant de 7 à 15 mois. Sur le plan administratif, l'organisme accusait un déficit de 4,3 millions \$ en 1991-92

et projetait un déficit de 8 millions \$ pour 93-93.

Attribuant ouvertement cette situation à la « mauvaise gestion » de ses prédécesseurs, M. Rivard se targue d'avoir ramené à 4 millions \$ le déficit réel en 92-93 et d'avoir réalisé un surplus de 1 million \$ en 93-94. Quant au traitement des plaintes, les délais ont été ramenés à 52 jours pour les demandes d'ordre pécuniaire et à 48 jours pour celles relatives à des congédiements.

« Les personnes congédiées étaient-elles responsables de cette situation? » s'est enquis, incrédule, le critique péquiste Serge Ménard. « Oui et dans un cas cela

devait se faire vite », tranche le pdg de la CNT qui soutient qu'aucun des cadres congédiés n'a été plus que deux mois chez lui.

Président d'un organisme chargé de faire respecter les normes minimales du travail, M. Rivard refuse de voir dans son plaidoyer sur « l'urgence » un dangereux précédent pour d'autres employeurs qui pourraient être tentés d'invoquer les mêmes motifs pour ne pas respecter la loi. « Laisser perdurer la situation à la CNT aurait constitué une véritable menace pour les droits minimaux des salariés qui n'étaient plus respectés en raison des délais trop longs », se défend-il.

Malgré le gel des salaires des fonctionnaires Le président du CPJ gagne 8000\$ de plus que l'ancien

QUÉBEC — Le salaire du président du Conseil permanent de la jeunesse bondit de 8000 \$ en dépit du gel de traitement imposé à tous les fonctionnaires québécois.

par MARCO FORTIER
LE SOLEIL

Un décret du 9 mars 1994 fixe à 62 090 \$ le salaire du nouveau président du Conseil, Michel Philibert fils, alors que son prédécesseur Alain Perreault a touché l'an dernier 54 538 \$.

Une hausse de 13 %, gracieuseté d'une réforme de la rémunération de 700 fonctionnaires d'antant de 1990, explique-t-on au conseil exécutif.

Le salaire de l'ancien président Perreault a été fixé lors de sa nomination pour trois ans, en février 1990. Or entre-temps, la vaste réforme de la rémunération des emplois supérieurs a modifié l'échelle de traitement du poste.

Et loi 102 ou pas, le nouveau président Michel Philibert fils

tombe sous le coup de la nouvelle échelle, qui varie entre 62 090 \$ et 77 613 \$, selon l'expérience.

« Il ne s'agit donc pas réellement d'une augmentation de salaire », dit Me Sylvie Lachance, adjointe au secrétaire général associé à la réforme administrative et aux emplois supérieurs.

M. Philibert ne touche pas d'augmentation puisqu'il vient tout juste d'entrer en fonction, explique-t-elle. En outre, il est soumis comme tous les fonctionnaires au gel de salaire pour deux ans et il devra prendre 2,6 jours de congé sans solde dans le temps des Fêtes, si la mesure s'applique encore en 1994, souligne Me Lachance.

Les nouveaux vice-présidents du Conseil permanent de la jeunesse (CPJ), Marc-André Dowd et

Julie Lévesque, toucheront par ailleurs 45 000 \$ chacun cette année. Leurs prédécesseurs, Hélène Simard et Serge Fleury, ont gagné respectivement 43 316 \$ et 47 419 \$ l'an dernier.

Le CPJ soumet des opinions au premier ministre sur des sujets qui touchent les jeunes. Il est formé de 15 membres élus par un collège électoral de 40 personnes nommées par le gouvernement.

Le président du CPJ gagne incidemment 16 807 \$ de plus qu'il y a quatre ans : en 1990, la présidente Brigitte Lepage a reçu 45 283 \$.

La facture réduite

Si au CPJ le salaire a été augmenté, la réforme a cependant réduit la facture totale de traitement des 700 fonctionnaires, assure le conseiller en rémunération Pierre Ouellet. « On vise à rationaliser nos dépenses », dit-il. Mais ce dernier affirme qu'aucun « bilan » chiffré de la réforme n'a été fait.



Le président chinois Jiang Zemin en compagnie de Ray Hnatyshyn

En visite en Chine

Hnatyshyn effleure la question des droits de l'homme

PEKIN (PC-AP) — Le gouverneur général Ray Hnatyshyn a rencontré lundi le président chinois Jiang Zemin, avec lequel il a abordé la délicate question des droits de la personne.

Plus tôt, hier, le ministre Goodale avait réitéré la politique du gouvernement libéral qui refuse de lier la question des droits de la personne à ses relations commerciales avec la Chine.

M. Goodale est le second ministre libéral, après celui du Commerce Roy MacLaren, en avril, à véhiculer le message du premier ministre Jean Chrétien qui refuse qu'Ottawa utilise les questions commerciales pour faire pression sur la Chine afin qu'elle améliore son dossier au chapitre des droits de la personne.

Les organismes de défense des droits de la personne du Canada ont accusé Ottawa de vouloir à tout prix profiter du remarquable essor économique que connaît la Chine et investir l'immense marché qu'elle représente.

Le ministre Goodale a rappelé hier que les abus les plus flagrants commis dans le domaine des droits humains, en Chine, se sont produits lorsque ce pays a été tenu isolé du reste du monde par l'Occident, soit entre 1949 et le début des années 70.

Le Canada a mis fin à ses contacts politiques de haut niveau avec la Chine après le massacre de centaines, voire de milliers de manifestants pro-démocratie sur la place Tiananmen, en juin 1989. Les visites de ministres ont repris en 1991.

La majorité des pays européens maintiennent des liens commerciaux avec la Chine et ont abandonné toute velléité de restreindre leurs relations politiques avec ce pays. Seuls les États-Unis continuent, à l'heure actuelle, à lier leurs relations commerciales au dossier des droits de la personne.

Des fonctionnaires canadiens ont décrit comme « amicale » la conversation de 45 minutes qu'ont eue les deux hommes, et ont ajouté qu'ils avaient également traité de commerce et d'autres questions.

Ils ont précisé que M. Hnatyshyn avait discuté des droits humains en termes larges et n'avait pas évoqué de cas spécifiques de dissidents emprisonnés ni fait pression sur les Chinois pour qu'ils améliorent leur dossier au chapitre des droits de la personne.

M. Zemin a dit à son interlocuteur que la Chine tient à exercer son autorité pour prévenir les troubles sociaux au moment où le pays connaît un rapide essor économique, des taux d'inflation et de chômage élevés, et la pauvreté rurale.

Même si l'économie chinoise devrait connaître une croissance de 10 ou 11 % cette année, l'inflation atteint jusqu'à 24 % dans les grandes villes et les régions rurales de l'intérieur n'ont pas encore expérimenté la prospérité des régions côtières.

M. Hnatyshyn effectue une tournée de cinq jours en Chine en compagnie du ministre de l'Agriculture Ralph Goodale et de 15 représentants de l'industrie agricole canadienne, pour promouvoir le commerce bilatéral et autres relations économiques entre les deux pays.

NOUVELLES TECHNIQUES DE RELAXATION



(La nouvelle MILLENIA et la location personnalisée Mazda)

Installez-vous confortablement dans le spacieux habitacle de la Millenia. Laissez-vous emporter par l'ergonomie supérieure et la conception avancée des instruments. Vos muscles se détendent et un sentiment de bien-être vous envahit. Concentrez-vous sur les deux coussins gonflables, la suspension indépendante multibras aux quatre roues, le contrôle électronique de la traction et une longue liste d'innovations technologiques. Votre sentiment de bien-être augmente. Vous sentez une chaleur apaisante se répandre. Tout ça et un terme de location de mois de 500\$ par mois. Vous êtes maintenant parfaitement détendu.

LOCATION
Personnalisées
MAZDA^{MC}
498 \$
par mois / 36 mois*

mazda
Je me sens bien

Voyez un de ces concessionnaires Mazda pour faire l'essai routier de la nouvelle Millenia:

Mazda Chatel - 4601 boul. des Galeries, 627-4601
Premier Mazda - 1600, boul. Charest Ouest, 687-0753
Rendez-Vous Mazda - 1615, boul. Henri Bourassa, 529-8551

*Selon un terme de 36 mois pour le modèle #KAL73H00. Des termes plus courts sont offerts. Versement initial minimum de 3 250\$ et dépôt de 600\$ requis. Limite de 75 000 kilomètres. Frais de 0,08\$ (8 cents) pour chaque kilomètre additionnel. Transport, préparation, immatriculation, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut louer moins cher. Sujet à l'approbation du crédit. Cette offre s'adresse aux particuliers et ne peut être combinée à aucune autre. Voyez un concessionnaire participant pour connaître tous les détails.

Sans inflation

Pourquoi achèterait-on des chaussures de tennis sans air, sans pompe ou autre inflation? Pour beaucoup de raisons: leur qualité, leur apparence, leur prix raisonnable... et un meilleur ajustement.



new balance^{AB}
Une approche plus intelligente à la fabrication de chaussures.

PROTHÈSES • ORTHÈSES
SAVARD
SERVICES-CONSEILS

2575, BOUL. HAMEL OUEST
QUÉBEC (Québec) G1P 2H9
(418) 681-6381

MOYENS	LANGUES	2A	B	D	2E	4E
M998 course						
M907 de ville						
CX775 multisport						
CT605 tennis						
WK740 marche						
WF630 aérobic						
W998 course						

En magasin Disponible avec plaisir sur commande rapide

Certains modèles d'hommes jusqu'à 11, femmes 13.



LA POLITIQUE

Le PLC pourra dépenser sans compter au Québec lors de la prochaine élection

QUÉBEC (PC) — La Loi sur le financement des partis politiques est ainsi faite que les membres du gouvernement de Jean Chrétien pourront dépenser sans compter lors de la prochaine élection au Québec, alors que le Bloc québécois de Lucien Bouchard devra se soumettre à la Loi interdisant aux tiers d'engager des dépenses en faveur d'une option ou d'une formation politique reconnue au Québec.

général des élections du Québec Pierre F. Côté, au cours d'une séance d'information.

Légalement, les gouvernements (et non pas les parties) fédéral et provinciaux peuvent, sans être soumis à la loi, engager des dépenses qui ne passent pas par l'agent officiel d'un parti politique.

Tous les autres intervenants doivent se soumettre à la loi québécoise qui stipule que « le droit d'effectuer des dépenses en période électorale pour favoriser ou défavoriser directement ou indirectement l'élection d'un candidat est réservé exclusivement à l'agent officiel d'un candidat ou d'un parti autorisé ».

Ces dispositions de la loi québécoise, a expliqué M. Côté, visent à assurer le respect de certains grands principes, « dont ceux de maintenir une certaine équité entre les candidats et d'assurer un contrôle des dépenses par l'imposition de limites et l'obligation de les divulguer ».

Bien entendu, ces règles n'ont pas pour effet de retirer les droits de parole et d'expression de qui que ce soit, même si dans le cas d'un gouvernement ils ne sont soumis à aucune vérification alors qu'ils le sont dans le cas d'une formation politique comme le Bloc québécois qui défend la même option que le Parti québécois de Jacques Parizeau.

M. Côté a par ailleurs expliqué que le chef du BQ, Lucien Bouchard, ou de toute autre formation politique fédérale pourra, en accord avec la loi, personnellement dépenser et participer à des assemblées politiques au Québec, à la seule condition qu'il ne demande pas un remboursement de ses dépenses.

« Comme cela s'est fait dans le cas du dernier référendum, a précisé le directeur général des élections, l'expression d'opinions est permise à condition que l'on respecte la loi dans la mesure du possible. »



Nouvelle pièce de 1 dollar

Le major général Roland Reid, un vétéran de la Seconde Guerre mondiale est heureux d'exhiber une des nouvelles pièces de un dollar canadien à l'effigie du Monument aux morts, hier, à Ottawa, lors du lancement de la pièce souvenir par la Monnaie royale canadienne. L'impression de la pièce est un hommage aux vétérans ayant participé au débarquement de Normandie, le 6 juin 1944.

« C'est la loi et c'est de cette façon que j'ai l'intention de l'interpréter », a expliqué, hier, le directeur

Québec créera un guichet unique en matière environnementale

MONTREAL — Québec est sur le point d'instituer un guichet unique en matière environnementale.

par DIDIER FESSOU
LE SOLEIL

L'annonce en a été faite hier par Gérard Tremblay, ministre de l'Industrie et du Commerce : « Mettre l'accent sur la protection de l'environnement est une attitude défensive. Il faut faire la promotion de l'environnement, ce qui est un geste positif et pro-actif. C'est tout un défi ».

Fruit d'une « belle complicité » entre les ministères de l'Environnement et de l'Industrie et du Commerce, de dire le ministre, ce guichet unique diffusera d'abord de l'information. Ensuite, son champ d'intervention s'étendra aux aides techniques et financières.

Ce guichet, dont les modalités restent à être définies, répondrait à un besoin pressant de l'industrie pour qui il y a trop d'intervenants gouvernementaux.

Une grappe

L'environnement est une « grosse business ». Au Québec, la grappe industrielle de l'environnement regroupe 800 entreprises qui font un chiffre d'affaires de 1,7 milliard \$ et embauchent 15 000 personnes. Son taux de croissance atteint 10 % par an.

Peu présente sur les marchés d'exportation où elle n'y réalise que 6 % de ses ventes, cette grappe doit affronter la concurrence féroce des multinationales. Pourtant, à l'échelle planétaire, l'industrie de l'environnement brasse pour 200 milliards \$ de chiffre

d'affaires et vise les 300 milliards \$ d'ici l'an 2000.

Il y a donc une part de marché à y prendre pour l'industrie québécoise. C'est pourquoi la stratégie de développement de la grappe environnementale mise sur une expansion de 6 à 20 % de ses ventes à l'étranger, d'ici 2003.

Quatre volets

Pour y parvenir, elle pourra compter sur le support de Québec. Évalué à 60 millions \$ et permettant de créer 2000 emplois spécialisés, ce support comporte quatre volets :

- 15 millions \$ pour aider les entreprises à répondre aux appels d'offres internationaux ;
- 12 millions \$ pour appuyer la gestion intégrée des déchets solides ;
- 3,5 millions \$ pour les petites et moyennes entreprises qui recherchent des technologies de décontamination ;
- 20 millions \$ pour la réhabilitation des sites miniers et l'accélération des travaux de restauration des parcs à résidus miniers.

En outre, 10 millions \$ seront injectés dans un projet-pilote de décontamination des sols, à Montréal.

Des problèmes

La croyant apte à favoriser l'émergence d'entreprises québécoises de calibre international, le ministre Tremblay a qualifié cette politique « d'objectif réaliste, mobilisateur et à la hauteur des ambitions du Québec ».

Soutenant qu'il faut faire du

Québec une province environnementale, il a admis que la grappe environnementale était aux prises avec des problèmes majeurs :

- l'environnement n'arrive qu'au sixième rang des priorités des Québécois ;
- les entreprises de la grappe importent 70 % de leurs biens d'équipement ;
- les institutions financières traditionnelles rechignent à investir dans des projets environnementaux ;
- il y a un manque de coordination sur la diffusion des informations et des technologies.

Même si la grappe environnementale dispose de la masse critique nécessaire à son développement, a noté le ministre Tremblay, il faut de toute urgence faire porter l'action gouvernementale sur quatre priorités : la législation, la recherche et le développement, la formation et, enfin, le développement de nouveaux marchés.

Selon la firme Moody's

La dette menace la cote canadienne

MONTREAL (AFP) — La firme d'évaluation de crédit Moody's pourrait abaisser la cote de crédit du gouvernement canadien à la fin de l'été en raison du montant de sa dette extérieure, a indiqué hier le président de l'agence new-yorkaise, en visite à Montréal.

« Nous sommes préoccupés par le niveau de la dette canadienne qui est détenue par des investisseurs étrangers », a déclaré John Bohn, estimant que les fonds empruntés à l'étranger atteignent 40 % du total de la dette, ce qui rend le Canada particulièrement « vulnérable aux pressions extérieures ».

Une révision de la cote du Canada s'impose, a expliqué M. Bohn, en raison de l'importance de la dette des gouvernements fédéral et provinciaux qui, avec celle des instances municipales, atteint 700 milliards \$, dont 280 milliards \$ financés par emprunt auprès d'investisseurs étrangers.

LE PLUS PETIT PAIEMENT

GARANTI

incluant vidange d'huile illimitée, à vie, sans frais.

1994 COLT GL 219\$ tout inclus par mois 60 mois	1994 SUNDANCE SPORT 222\$ tout inclus par mois 60 mois	1995 NEON BERLINE 288\$ tout inclus par mois 60 mois
1994 ACCLAIM 299\$ tout inclus par mois 60 mois	1994 VOYAGER V6 322\$ tout inclus par mois 60 mois	1994 INTREPID 388\$ tout inclus par mois 60 mois

Prêt-rachat Royal						
Stock	Modèle	À financer	Intérêt	Taux	Frais totaux	Résiduel
40107	Colt	12 229\$	3 536\$	8,95%	15 765\$	2 625\$
40553	Sundance	12 743\$	3 754\$	8,95%	16 497\$	3 150\$
40650	Neon	16 647\$	4 921\$	8,95%	21 568\$	4 200\$
40645	Acclaim	16 832\$	5 058\$	8,95%	21 890\$	3 950\$
40769	Voyager	20 076\$	6 264\$	8,95%	26 340\$	6 840\$
40613	Intrepid	23 073\$	6 994\$	8,95%	30 067\$	6 675\$

L'emprunteur peut payer ou refinancer le solde du prêt ou remettre à la Banque la voiture achetée en remboursement du solde du prêt. 24 000 kilomètres gratuits par année financée, après approbation du crédit par la Banque Royale. Rabais, transport, frais de gestion, préparation et changement d'huile à vie INCLUS. Prévoir 1 000 \$ de comptant ou l'équivalent en échange.

VOICI LE MEILLEUR PLAN DE FINANCEMENT DE TOUTE L'INDUSTRIE

La Maison Chrysler de Charlesbourg est le seul concessionnaire Plymouth Chrysler de la région de Québec autorisé à vous offrir le plan Prêt-rachat Royal de la Banque Royale, mode de financement exclusif qui nous donne un avantage considérable sur nos concurrents. Il nous permet de vous offrir, en même temps, un taux d'intérêt très bas et en plus, des importants rabais de Chrysler.

ÉMAILAGE DE BAIN

BAIN EXPERT

Estimation gratuite - Travail garanti
(418) 843-2500

OU PRÉMOULÉ ACRYLIQUE

et réparation d'écaillés

Maintenant

2 POUR 1 ou 50%

CHOISISSEZ DEUX LUNETTES OPHTHALMIQUES COMPLÈTES (verres et monture) ET NE PAYEZ QUE LA PLUS CHÈRE DES DEUX. AUSSI VALABLE POUR LES LENTILLES CORNÉENNES SOUPLES, SPHÉRIQUES, CLAIRES, EX. UNE LUNETTE COMPLÈTE ET UNE PAIRE DE LENTILLES CORNÉENNES.

CHOISISSEZ UNE SEULE LUNETTE OPHTHALMIQUE (verres et monture) ET OBTENEZ UN RABAI DE 50% SUR LA MONTURE

Cette offre est valable sur la plupart de nos montures.

LA MÊME QUALITÉ DE PRODUITS RENOMMÉS. LA MÊME QUALITÉ DE SERVICE

Jean Triépanier
opticien d'urgence

Place des Quatre-Bourgeois
Sainte-Foy (Québec)
659-5075

BERLINE 1994 5 vitesses

À CE PRIX-LÀ SOURIEZ **9745\$***

RABAIS 750\$ INCLUS

3 ans ou 80 000 km sans franchise
Dépannage routier 24 heures sur 24

5,45 L aux 100 km ou 52 miles au gallon
Habitacle très spacieux

Siège arrière biparte
Intérieur de luxe
Système d'alarme

ACADIA SUZUKI

4480, 1re Avenue, Charlesbourg
623-9861

SUZUKI
ÇA TOURNE BIEN

En toute confiance...

GARAGE RECOMMANDÉ CAA

LA MAISON CHRYSLER de Charlesbourg

5070, boul. du Jardin, Charlesbourg. Pour rendez-vous: 622-4700

GARAGE RECOMMANDÉ CAA

En toute confiance...

Pour casser la décision de la Commission des affaires sociales Requête de cardiologues de Laval en cour supérieure

QUÉBEC — La saga judiciaire continue à l'hôpital Laval de Sainte-Foy. Après la suspension de six semaines imposée, il y a quelques jours, au Dr Charles-Erik Augustin, deux des quatre cardiologues congédiés en 1990 par la direction de l'hôpital de Laval, les Dr François Bernard et Serge Gagné, viennent de déposer en cour supérieure des requêtes en évocation pour casser une récente décision de la Commission des affaires sociales (CAS) qui donnait raison au centre hospitalier.

par PIERRE PELCHAT
LE SOLEIL

Dans un document de 47 pages, le procureur des médecins, Me Roger David, demande au juge de la cour supérieure qui entendra ces causes de renverser les décisions du tribunal administratif concernant le maintien de deux suspensions imposées au Dr Bernard et le non-renouvellement des privilèges de pratique à l'hôpital Laval des Dr Bernard et Gagné. Il réclame en plus que le cour ordonne la reprise des auditions sur les suspensions et le congédiement devant de nouveaux

commissaires.

Me David estime que ses clients ont été l'objet d'un déni de justice et d'un parti pris systématique de la part des membres de la CAS. Il soutient également que la

Commission s'est trompée de façon décisive dans son interprétation de la loi sur la santé et des services sociaux et a tiré une conclusion déraisonnable en regard du libre-choix d'un patient de

choisir son médecin.

L'audition de ces requêtes risque d'être assez longue. Les parties doivent se rencontrer en cour d'ici deux semaines pour fixer des dates d'auditions.

Par ailleurs, il semble que le Dr Pierre Lévesque, lui aussi congédié en 1990 par l'hôpital Laval pour ne pas avoir respecté les règles d'utilisation des ressources, ne contestera pas la décision de la

CAS devant la cour supérieure. Ce cardiologue exerce maintenant sa profession à l'Hôtel-Dieu de Québec. L'autre spécialiste, le Dr Gilles Lapointe, est décédé depuis.

Soupçonnés de contribuer au cancer du sein

Québec ne prévoit pas interdire les organochlorés

QUÉBEC — L'État n'envisage pas d'interdire aux industries l'utilisation des produits dérivant du chlore, même s'ils sont soupçonnés de contribuer au développement du cancer, parce qu'il estime n'avoir ni l'expertise scientifique ni la juridiction pour le faire.

par MICHEL CORBEIL
LE SOLEIL

Dimanche, LE SOLEIL a fait état d'une étude de l'université Laval sur un lien possible entre le cancer du sein et les organochlorés, des produits s'incrustant dans la chaîne alimentaire. La même fin de semaine, Greenpeace a fait paraître une annonce où il menaçait d'envoyer le ministre québécois Pierre Paradis « en enfer » s'il ne fait rien pour bannir cette substance.

Hier, l'attachée de presse de M. Paradis a indiqué que le mi-

nistère n'a aucun plan pour réduire à zéro les rejets d'organochlorés dans l'environnement.

« Ce qu'il faut comprendre, a d'abord indiqué Mme Sylvie Marier, c'est que l'homologation des produits relève du fédéral.

« De plus, les données (sur la relation avec le cancer) sont à un stade très préliminaire. Il existe des doutes, mais pas de preuves tangibles. » Or, a-t-elle ajouté, le ministre n'a pas l'expertise scientifique pour trancher le débat.

Le ministre Paradis, a fait valoir Mme Marier, a fait adopter une réglementation « visant à ré-

duire de 70 % une des formes les plus connues d'organochlorés » : les usines ne pourront en rejeter plus 2,5 kilogrammes pour chaque tonne de production, à compter de 1994, quantité qui diminuera jusqu'à 800 grammes, en 2001.

Cet objectif ne satisfait pas le mouvement écologiste Greenpeace Québec, pour qui le lien entre les produits chlorés et la hausse « foudroyante » du nombre de cancers du sein est trop troublant pour rester sans agir.

Jointe à Montréal, Mme Johanne Fillion a souligné que « nous demandons simplement au gouvernement québécois de se tenir debout quand viendra le temps de prendre les vraies décisions.

« Le Canada et les États-Unis sont en retard sur les conventions adoptées en Europe, a poursuivi la porte-parole. La Commission mixte internationale sur les Grands Lacs recommande en vain depuis trois ans de mettre fin à l'utilisation » des organochlorés.

Mme Fillion a insisté sur le fait que « les papetières du Québec s'entêtent à en employer alors qu'il y a des alternatives ». Mais elle a aussi signalé que les organochlorés sont présents sous bien d'autres formes.

En fait, dans un document rendu public en octobre, Greenpeace international a indiqué que c'est la fabrication des revêtements en PVC — polychlorure de vinyle — qui vient en tête de liste des produits utilisant le plus



Pierre PARADIS
le chlore dans leur procédé de fabrication.

AU GROUPE COMMERCE, SI VOUS N'ÊTES PAS RESPONSABLE D'UN ACCIDENT, VOUS N'EN PAYEZ PAS LE PRIX.

Entre subir un accident et causer un accident, notre Programme Distinction fait maintenant toute la différence.



Au Groupe Commerce, nous avons toujours eu le sens des responsabilités. C'est pourquoi nous offrons à tous nos clients et à tous les assurés qui n'ont pas fait de réclamation depuis 3 ans notre nouveau Programme Distinction. Unique au Groupe Commerce, ce programme vous assure une protection contre des hausses de primes en cas de réclamation pour des dommages dont vous ne serez pas responsable et ce, tant et aussi longtemps que vous resterez assuré avec le Groupe Commerce. Pour bénéficier d'importantes réductions de primes et en savoir davantage sur tous les privilèges et avantages du Programme Distinction, communiquez dès aujourd'hui avec un courtier représentant le Groupe Commerce.



LE GROUPE COMMERCE
Compagnie d'assurances

Une présence rassurante

La présente annonce journal n'a aucune valeur contractuelle et ne saurait accorder quelque assurance que ce soit.

Garantie universelle dans la construction Pas pour demain avoue la Régie du bâtiment

QUÉBEC — Ce n'est pas avant janvier 1995, et « si tout va bien », que les acheteurs de maisons neuves pourront bénéficier d'une véritable garantie universelle et obligatoire.

par GILLES BOVIN
LE SOLEIL

Le président de la Régie du bâtiment du Québec, Jean-Claude Riendeau, a reconnu hier que les programmes de garanties offerts actuellement par les constructeurs n'étaient l'objet d'aucune surveillance par un organisme indépendant et qu'ils donnaient lieu bien souvent à des plaintes fondées.

Nommé à la présidence de la RBQ en janvier dernier, M. Riendeau, qui témoignait hier devant la commission parlementaire de l'Emploi, a cependant indiqué que son organisme ne pourrait livrer son propre programme de garantie obligatoire avant « janvier 1995, si tout va bien ». Ce dernier a reconnu qu'il y a « urgence d'agir » dans ce secteur.

Il admet qu'aucun organisme public ou indépendant n'exerce de contrôle sur les deux plans de garantie offerts par l'Association des constructeurs d'habitation (APCHQ) et l'Association des constructeurs du Québec (ACQ).

Une situation d'autant plus « intolérable », dénonçait, hier, la critique péquiste Serge Ménard que les acheteurs de maisons neuves doivent déboursier entre 275 \$ et 300 \$ pour se prévaloir de garanties qu'ils parviennent ensuite difficilement à faire respec-

ter. Le président de la RBQ devait d'ailleurs admettre avec lui que bien souvent les délais de recouvrement son « excessivement longs » et qu'une foule de choses n'étaient pas couvertes par ces garanties privées. Dans certains cas, des constructeurs ne respectent même pas la décision d'arbitres nommés pour régler les litiges.

Après avoir rappelé que l'ex-ministre du travail Normand Chery promettait un programme obligatoire pour le printemps, M. Ménard juge que le 1er janvier

1995 « c'est bien loin » pour une réglementation qu'on nous « promet depuis deux ans ».

Pour le président de la RBQ, la mise en place « d'un système qui va régler tout ça est une entreprise énorme ». M. Riendeau invite à la « prudence » en raison des montants importants qui sont impliqués. La Régie du bâtiment a prévu des crédits de quelque 46,000\$ en publicité, au cours de l'année financière 1994-95, pour informer les acheteurs de maisons du plan en préparation.



Marcel Massé hospitalisé

Le ministre des Affaires intergouvernementales, Marcel Massé, est toujours hospitalisé au Centre médical Alta Vista, à Ottawa, où il est soigné pour une sérieuse infection à une jambe. Le député de Hull-Aylmer s'est infligé cette blessure pendant les vacances de Pâques, il y a trois semaines, en tombant d'un escabeau alors qu'il s'affairait à tailler un pomier à l'aide d'un sécateur sur sa propriété.

Réforme des commissions scolaires

La CECQ veut être catholique et francophone

QUÉBEC — La Commission des écoles catholiques de Québec (CECQ) revendiquera le double statut de commission scolaire linguistique et de commission scolaire confessionnelle. « Si la CECQ ne peut obtenir cet amendement à la loi 107, elle devra se transformer en commission scolaire linguistique pour ne pas mourir », a expliqué, hier, au Soleil, le président de l'organisme, M. Lucien Flamand.

par VINCENT CLICHE
LE SOLEIL

La CECQ, de même que la Commission des écoles catholiques de Montréal, font face à un dilemme identique : leur spécification confessionnelle, reconnue par la constitution et la Cour suprême, les désavantage dans l'application de la loi 107 créant des commissions scolaires linguistiques au Québec.

Si la CECQ décidait de demeurer de confession catholique, elle perdrait une grande partie de sa clientèle au profit de commissions scolaires linguistiques (francophone et anglophone) qui verraient le jour. De plus, avec les nouvelles structures il y aurait répartition des écoles au détriment de la CECQ. Cette dernière perdrait des écoles et son attrition se

poursuivrait avec le choix des parents catholiques d'envoyer leurs enfants à l'école la plus près de leur résidence. « Actuellement, avec la loi, une commission scolaire catholique ne peut recevoir que des élèves catholiques », de dire le président de la CECQ.

Pour M. Flamand, la solution est de devenir une commission scolaire catholique et francophone. Pour obtenir ce double statut administratif, il faudra que l'Assemblée nationale apporte un amendement à la loi 107. Le président de la CECQ en fera la proposition au comité pour la mise en place des commissions scolaires linguistiques, présidé par le recteur de l'université Concordia, M. Patrick Kenniff. M. Flamand fait partie de ce comité de 12 membres qui doit remettre, d'ici la fin de juin, son rapport au minis-

tre de l'Éducation et de la Science, M. Jacques Chagnon.

Si la loi 107 ne peut être amendée pour fournir le double statut, la CECQ, selon son président, n'aura d'autre choix que de laisser tomber sa spécificité catholique pour devenir la commission scolaire francophone sur le territoire des villes de Québec et Vanier.

Elle imiterait ainsi la commission scolaire protestante Greater Québec où la majorité anglophone décidait, la semaine dernière, de se séparer de la minorité francophone pour créer une commission

scolaire linguistique (anglophone). Cette commission scolaire pourrait recevoir les élèves anglophones de foi catholique, qui sont actuellement inscrits dans les écoles de la CECQ.

POURQUOI payer pour 2 lunettes?

Achetez seulement une lunette et bénéficiez de 50% sur la monture. Mais le 2 pour 1 est toujours en vigueur. Vous avez le choix!

OPTICIEN
Jacques Langlois

LIMOULOU - 455, 3e Avenue 523-6690
STE-FOY - 1113, rte de l'Église 659-3616
MAIL CENTRE-VILLE - 460, St-Joseph 529-9351
(Édifice Holiday Inn)

2^e JEU DE PHOTOS

99¢

Films à développement inclus non éligible



*Lors de la présentation du film pour le développement.

SENSATIONNEL!

POLAROID 35 MM AUTO FOCUS
• Lignes pures et modernes
• Comprend flash électronique

49⁹⁹ ÉTAIT 89,99

Comprend 2 piles AA et 1 film couleur Kodak 135
KODAK CAMEO «FLIP UP» FLASH
• Appareil-photo 35 mm ultra-compact à mise au point fixe • Flash automatique «Sensalite» pour réduire l'effet des yeux rouges

79⁹⁹

Imprime la date sur vos photos.
PENTAX PC 500 DATE
• Mise au point automatique • Retardateur électronique d'un délai de 10 secondes • Flash automatique intégré avec réduction de l'effet des yeux rouges • Chargement, avance et rebobinage automatiques du film

99⁹⁹ ÉTAIT 109,99

FILM COULEUR ASTRAL XF 135-24 poses (100 ASA) 3/6⁹⁹



ENSEMBLE PENTAX PZ-10
• Appareil-photo monoreflex 35 mm à haute précision
• Flash escamotable intégré
• Multi-modes à exposition automatique
• Mise au point automatique ou manuelle
• Comprend objectif 35 à 80 mm F4-5.6!

499⁹⁹ ÉTAIT 549,99

CANON SURE SHOT TELEMATX DATE
Imprime la date sur vos photos!

• Appareil-photo 35 mm ultra compact
• Entièrement automatique avec mise au point automatique
• Objectif 38 mm grand angle et 70 mm téléphoto
• Flash incorporé automatique
• Réduction de l'effet des yeux rouges et retardateur
• Comprend étui et pile au lithium!

179⁹⁹ ÉTAIT 189,99

Comprend 2 piles AA et 1 film couleur Kodak 135
KODAK CAMEO «FLIP UP» FLASH
• Appareil-photo 35 mm ultra-compact à mise au point fixe • Flash automatique «Sensalite» pour réduire l'effet des yeux rouges

VIVITAR POWER ZOOM 500PZ
• Zoom puissant 35 à 70 mm
• Appareil-photo à mise au point automatique avec moteur
• Flash automatique
• Réduction de l'effet des yeux rouges

199⁹⁹ ÉTAIT 229,99

BUSHNELL 7x35 «MISE AU POINT RAPPROCHEE» SÉRIE SPECTATOR-PLUS
• Résistantes à toutes conditions de temps
• Mise au point de 15 pi., corps caoutchouté et champ de vision de 367 pi.
• Comprend bandoulière et étui

39⁹⁹ ÉTAIT 59,99

VENTE DE TAPIS DE PERSE

PREMIÈRE EXPOSITION EN 1994

Depuis 26 ANS la mention de H.A.M. d'Iran fait surgir dans la mémoire des Québécois l'image de la plus extraordinaire exposition de tapis de Perse à Québec.

A cette occasion, nous présentons le plus grand choix d'authentiques Tapis de Perse. Un choix difficile à trouver dans un seul magasin.

Les mardi et mercredi 26 et 27 avril, de 11 h à 21 h

Cette exposition, qui offre plus de 2 300 tapis dans les dimensions variant entre 2 pieds sur 2 pieds et 12 pieds sur 18 pieds et des tapis de couloirs allant jusqu'à 37 pieds de longueur, vous permettra de trouver le tapis de vos rêves à un prix comparable au prix du grosiste en Iran. Vous pourrez voir aussi des pièces uniques au monde. Par exemple:

- Isfahan, chèvre sur soie, fabriqué au milieu du XIXe siècle. Iran-Isfahan-Sirafan, 1 000 nœuds par pouce carré.
- Un des plus merveilleux tapis de soie Qum mesurant 16 pieds sur 16 pieds.
- Tapis Kashan semi-antique 4 pieds sur 6 pieds et 10 pieds sur 15 pieds. Yazd 12 pieds sur 17 pieds. Imp. Tabriz 8 pieds sur 11 pieds.
- Imp. Tabriz: Dôme de la Mosquée, Arbre de Vie et des chefs-d'œuvre inspirés de la peinture persane.

DES RABAIS JUSQU'À 50% SUR TOUTE LA COLLECTION

Il y a des centaines de tapis provenant de Naïen, Kashan, Mashhad, Kerman, Birjan, Heriz à Ardabil, Shiraz, Quashqui, Garcheh, Abadeh et Rodbar. Vous pourrez voir plusieurs œuvres ornementales et décoratives, des sacs, sacs de selle, Kilims et Sofreh.

Ne manquez pas de venir voir ces œuvres d'art dans des coloris absolument merveilleux. Même si vous n'êtes pas spécialement intéressé par un tapis, notre collection mérite d'être vue avant que nous ne quittions Québec pour aller ailleurs au Canada.

HOLIDAY INN / 3125, BOUL. HOHELAGA SAINTE-FOY

Des tapis persans pour les gens au goût raffiné. Au service des Canadiens, d'un océan à l'autre depuis 1968.

«LES TUYAUX DU DOCTEUR SUZUKI»

«L'AUTO-COLLANT»

16 995\$

«LE DÉCOLLANT»

économisez 2 000\$

Ca va décoller dès maintenant avec les 2 000 \$ de rabais sur le Sidekick IX 4 portes 5 vitesses. C'est déjà une bonne affaire à 16 995 \$*, alors imaginez la puissance du décollage lorsque le prix descend à

14 995\$*

Ca donne le goût de jeter un coup d'œil sur notre modèle de luxe IIX. Généralement offert à 20 395 \$!, il prend son envol pour seulement 17 395 \$!. C'est 3 000 \$ de rabais sur le 4x4 le plus décollant en ville!

Ce qui nous colle à la peau, c'est:

- la boîte de transfert intégrée pour passer de 2 à 4 roues motrices
- la garantie Suzuki de 3 ans/80 000 km
- le système d'alarme standard Suzuki Sécurité
- les freins antiblocage à l'arrière
- les barres protectrices contre les impacts latéraux
- la direction assistée
- le service de dépannage routier 24 heures sur 24

Alors, venez voir les voitures qui décollent chez votre concessionnaire Suzuki. Vous découvrirez des rabais intéressants sur nos Swift et Sidekick 2 portes. T.T.P. en sus*

9305, boul. Rive-Sud, Lévis 835-5050

LEVIS SUZUKI SUZUKI CA TOURNE BIEN

ASTRAL photo

Place Québec 529-8238
Place Fleur de Lys 529-2541
Galeries de la Capitale .. 627-5857

Place Laurier 653-6089
Galeries Chagnon 833-0848

Réhabilitation «post-désintox»

L'Arc-en-ciel garde le cap, 15 ans plus tard

QUÉBEC — Quelque part en mars, un « patient » se jette en bas du troisième étage. Il tombe dans un banc de neige. Quelques semaines plus tard, il se serait tué ; la cour est en béton.

par ALAIN BOUCHARD
LE SOLEIL

C'est Jacques Legault et Denise L. Descarreaux, les deux dirigeants de la Maison L'Arc-en-ciel, qui racontent l'incident. Comme pour illustrer le fil sur lequel ils marchent tout le temps, le fil sur lequel une maison de réhabilitation antialcoolique et antinarcomane marche tout le temps. Le même, en fait, que les A.A., les N.A. et tous les autres émotifs anonymes de la terre.

« Ce que j'ai appris, ici, en quatre semaines, c'est comment gérer mon ivresse mentale », témoigne un jeune client de 27 ans, sous le couvert de l'anonymat.

Quatre semaines, c'est la durée de la thérapie propre à L'Arc-en-ciel, le temps minimal requis pour

faire passer le client de la « désintox » à la réinsertion sociale. En d'autres mots, pour le faire fonctionner sans alcool et sans drogue ; ce qui peut nécessiter parfois jusqu'à quatre ou cinq cures de réhabilitation.

L'Arc-en-ciel est située dans Saint-Roch, en basse-ville de Québec ; au cœur de la peur sociale, du bruit, de la pauvreté, de la prostitution. Alors que ces maisons sont ordinairement installées en retrait des villes et de la cohue. « Les avantages, explique M. Legault, c'est qu'on est au cœur de tout ; donc qu'on peut fonctionner sans véhicule. Et les désavantages, ...c'est justement qu'on est au cœur de tout ».

Il y a deux principes sur lesquels L'Arc-en-ciel reste toujours intransigeant, à son 15^e anniversaire d'existence. Quinze « patients » à la fois, pas plus ; pour rester une petite maison remplie d'amour et de chaleur. Et un discours résolument religieux, fidèle à la volonté du fondateur Claude Lavoie, prêtre régulier de la communauté des Capucins. C'est à prendre ou à laisser.

Ça crie et ça braille

Jacques Legault est un ancien photographe-homme d'affaires devenu diacre, après un magistral changement de cap. « J'avais un

besoin d'absolu qui restait toujours insatisfait », dit-il.

Denise L. Descarreaux est une fille unique, gâtée par la vie, qui a voulu partager sa joie de vivre avec les malchanceux ; contrairement à beaucoup d'« aidants » naturels qui sortent eux-mêmes d'un grand tunnel noir. Elle se dit alcoolique de mentalité. « Je ne bois pas, mais je suis excessive comme les alcooliques ».

L'Arc-en-ciel est réservé aux hommes. Elle reste l'une des rares maisons du genre à accueillir des détenus en phase transitoire ; pas plus de deux à la fois cependant. Et sa cure est fermée : pas de visite, pas de courrier, des sorties encadrées. « Nous fouillons même leurs bagages quand ils arrivent », disent les responsables.

« Nos clients découvrent souvent l'amour pour la première fois de leur vie, témoigne Jacques Legault. Ça crie, ça braille. Ils arrivent ici et disent : sauvez-moi, je ne sais plus qui je suis ! Je leur réponds : je suis content de te connaître, c'est pour ça que je suis là. »

L'Arc-en-ciel a un budget annuel de 380 000 \$. Le tiers lui parvient de donateurs ; 70 000 \$ proviennent des clients capables de payer les 725 \$ (pour 28 jours) pour une chambre simple ou les 525 \$ pour une chambre double ; et le reste vient de subventions, de bingos et autres activités bénéfiques.

Le Irving Whale renfloué

CHARLOTTETOWN (PC) — L'empire Irving aidera Ottawa à renflouer et vider un pétrolier appartenant à la compagnie, qui a coulé dans le golfe du Saint-Laurent en 1970. La compagnie a annoncé hier qu'elle prêterait de l'équipement et les services de ses experts.

Mais dans des annonces publiées dans des journaux, elle avance que le coût de l'opération, évalué à 9,5 millions \$, devrait être imputé à un fonds de 200 millions \$ de lutte contre la pollution, et non aux contribuables.

La publication des réclames et la diffusion du communiqué de presse d'Irving, hier, coïncident avec le début, à l'île-du-Prince-Édouard, des audiences publiques sur la proposition fédérale de renflouer l'Irving Whale.

Quand il a coulé, à environ 60 kilomètres au nord-est de l'île, le bateau transportait 4200 tonnes de pétrole brut. Il gît actuellement à 75 mètres sous la surface de l'eau, et environ 30 tonnes de pétrole s'échappent annuellement de ses huit réservoirs.

Le mois dernier, la ministre de l'Environnement, Sheila Copps, a annoncé que le gouvernement fédéral désirait renflouer le navire et en pomper les 3000 tonnes de brut restant, à condition que le projet passe le test de l'évaluation environnementale.

À ce moment, un porte-parole avait dit que l'argent viendrait probablement du Fonds sur la pollution pétrolière provenant de navires, auquel contribue l'industrie du pétrole, et auquel Irving a notamment versé 41 millions \$.

Les entreprises Irving ont longtemps soutenu le point de vue que l'Irving Whale était la responsabilité du gouvernement fédéral.

Les pêcheurs et les représentants de l'industrie touristique ont été les plus pressés à demander d'Ottawa qu'il renfloue l'Irving Whale et le vide de son pétrole avant qu'une fuite majeure — toujours possible — ne vienne polluer l'environnement marin et menacer leur gagne-pain.

En Bref

■ Bourque veut faire de Montréal un jardin

MONTREAL (PC) — L'ex-directeur du Jardin botanique de Montréal, Pierre Bourque, entend élargir ses compétences d'horticulteur. Le chef du nouveau parti municipal, Vision Montréal, qui lançait dimanche sa campagne électorale, veut faire de Montréal la première ville environnementale d'Amérique du Nord d'ici les quatre prochaines années. Il entend transformer Montréal en un jardin parce que, dit-il, « le jardin est un symbole qui évoque l'harmonie ». Jérôme Choquette, également candidat à la mairie de Montréal, trouve tout

simplement farfelue l'idée de son nouvel adversaire, de vouloir faire de Montréal une ville verte. M. Choquette estime que « La seule différence que M. Bourque apporte par rapport au maire Doré, c'est qu'au lieu d'être simplement la capitale du chômage, Montréal deviendrait la capitale du chômage et de l'environnement ».

■ Élections partielles

QUÉBEC — Le directeur général des élections, M. Pierre-F. Côté, a expliqué que la loi électorale québécoise oblige le premier ministre Daniel Johnson à décréter la tenue de la première des huit élections partielles dans la circonscription de Rivière-du-Loup au plus tard jeudi le 7 juillet

pour que le scrutin se tienne le 29 août. Si les huit sièges vacants (Rivière-du-Loup, Marquette, Charlesbourg, Chomedey, La Peltre, Jean-Talon, Milles-Iles et Bourassa) devaient être comblés avant la tenue des élections générales, les dépenses encourues pour le recensement, la révision et le scrutin atteindraient les 2,9 millions \$. Par contre, le déclenchement d'élections générales annulerait la tenue des partielles et le recensement devrait être repris. Pour éviter de dépenser les 421 400 \$ nécessaires au recensement dans les quatre premières circonscriptions vacantes, le premier ministre a jusqu'au 25 juillet pour annoncer la tenue d'un scrutin général le 12 septembre.

NOUVEAU

SERVICE
1 HEURE
pour vos
lunettes

OPTICIEN
Jacques
Langlois

LIMOULOU - 455, 3e Avenue
STE-FOY - 1113, rue de l'Église
MAIL CENTRE-VILLE - 460, St-Joseph
(Édifice Holiday Inn)

523-8890
659-3816
529-9351

PARLEZ ANGLAIS D'ICI L'ÉTÉ

POUR SEULEMENT 299\$*

Vous parlez votre nouvelle langue plus vite que vous ne le pensiez, et ceci grâce à notre Méthode renommée mondialement, à nos professeurs qui enseignent leur propre langue, ainsi qu'au support pédagogique Berlitz! L'ambiance chez Berlitz est amicale et détendue et les horaires de cours à votre convenance, durant la journée, le soir ou le samedi.

Appelez-nous tout de suite! Renseignez-vous sur notre choix de programmes de cours privés ou de groupes.

- COURS DÉDUCTIBLE D'IMPÔT
* Prix calculé sur la base d'une classe d'au moins six (6) élèves.

BERLITZ

5 PLACE QUÉBEC
529-6161

© 1994 Centre de Langues Berlitz

La lecture...

passionnement

📖

📖

📖

📖

📖

📖

📖

📖

📖

LE SALON
DU LIVRE

au Centre des congrès de Québec
Du 27 avril
au 1^{er} mai 1994



SALON DU LIVRE DE QUÉBEC

Pour les 700\$ de loyer
que vous versez, vous pourriez
devenir proprio.



Les spécialistes hypothécaires de la Banque Royale vous aideront.

Présentement, les prix des habitations sont très abordables et la Loi nationale sur l'habitation permet aux acheteurs admissibles de ne pas avoir à déboursier plus de 5 % comptant pour l'achat d'une première maison.

En fait, les conditions n'ont jamais été aussi bonnes pour devenir propriétaire. Prenez le temps de jeter un coup d'oeil sur le tableau, vous constaterez peut-être que le montant que vous consacrez à votre loyer est plus élevé que la mensualité hypothécaire que vous auriez à payer à la Banque Royale.

MENSUALITÉS FIXES DE REMBOURSEMENT HYPOTHÉCAIRE*		
Hypothèque	7,95 % - 1 an	9,50 % - 5 ans
75 000 \$	570 \$	646 \$
85 000 \$	646 \$	732 \$
95 000 \$	722 \$	818 \$
105 000 \$	798 \$	904 \$

* Mensualités établies selon une hypothèque pour une période d'amortissement de 25 ans. À titre d'exemple seulement — les taux mentionnés peuvent changer.

Profitez de nos options hypothécaires.

■ Remise de 150 \$ pour les frais d'évaluation
■ Termes de 6 mois à 25 ans ■ Programme LNH - 5 % comptant ■ Privilège de remboursement anticipé ■ Option exclusive de paiement «Double et Sauter» votre versement hypothécaire.

Consultez un spécialiste hypothécaire de la Banque Royale.

Si vous n'avez pas le temps d'aller à la succursale, nous nous rendrons à votre travail ou à votre domicile.

Composez, sans frais, à Montréal le 987-8000 et en province le 1 800 263-9191.

Les services hypothécaires les mieux pensés au pays



BANQUE ROYALE

125
ans



LE MONDE

Les Serbes bloquent un convoi de l'ONU à Gorazde

SARAJEVO (Reuter, AFP, AP) — Les Nations unies ont abandonné, hier, leur tentative d'envoyer un convoi humanitaire dans la ville musulmane de Gorazde en raison des entraves posées par les Serbes bosniaques, a déclaré un porte-parole de l'ONU.

Par ailleurs, les Serbes s'exposent à des frappes aériennes si elles ne respectent pas l'ultimatum de l'OTAN exigeant le retrait, avant demain de toutes les armes lourdes dans un rayon de 20 km autour de Gorazde, a réaffirmé, hier, l'administration américaine.

Les stratégies de l'OTAN estiment que les forces serbes bosniaques qui sont en train de se retirer de Gorazde (est de la Bosnie), pourraient lancer des offensives contre le corridor de Brcko (nord) qui ne bénéficie pas de la protection de l'OTAN, selon des experts.

Forts de trois à quatre brigades, soit 9000 à 12 000 hommes, et d'une soixantaine de pièces d'artillerie lourde qui quittent Gorazde, les forces serbes de Bosnie pourraient tenter d'élargir le corridor de Brcko, qui relie les territoires des Serbes en Croatie et en Bosnie à la république fédérale de Yougoslavie (RFY, Serbie et Monténégro), a-t-on indiqué de source militaire à Bruxelles.

D'autre part, Paris, jugeant « inacceptables » les contrôles imposés par les Serbes pour l'évacuation par hélicoptère des blessés de Gorazde, a « demandé aux équipages des hélicoptères français effectuant ces missions de refuser de s'y soumettre », a

annoncé, hier soir, le ministère français des Affaires étrangères.

Un porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, M. Peter Kessler, avait annoncé, hier matin, qu'il espérait que 100 personnes pourraient être évacuées dans la journée, alors que 85 l'avaient été dimanche, première journée d'évacuation.

Le HCR s'efforçait de sauver les plus grièvement atteints des 2000 blessés de Gorazde, dont certains ont succombé, hier, avant leur évacuation, et la population reste menacée d'une « catastrophe humanitaire », selon le commandant de casques bleus en Bosnie, le général Michael Rose.

Membres amputés, visages ravagés par les éclats d'obus, yeux crevés, bandages, pansements, le défilé d'horreur des blessés de Gorazde s'est poursuivi, hier, au stade de Kosevo dans la banlieue nord de Sarajevo après les premières évacuations de dimanche.

Un convoi de vivres

La FORPRONU a envoyé un deuxième convoi d'aide qui a toutefois été empêché de pénétrer en territoire bosniaque contrôlé par les Serbes.

Le convoi — qui comprend 10 camions transportant 100 tonnes

de vivres et de matériel — a été bloqué à la frontière avec la Bosnie et regagnera Belgrade aujourd'hui, a dit Peter Kessler, du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

Il a expliqué que les Serbes bosniaques avaient refusé le passage en précisant que le convoi n'avait pas de laissez-passer. « Ils ignorent ouvertement les accords sur la liberté de mouvement (des convois humanitaires) », a-t-il dit.

Un convoi avait pu atteindre l'enclave de Bosnie orientale, dimanche soir, pour la première fois depuis le début de la violente offensive serbe lancée il y a plus de trois semaines.



Le retrait des soldats serbes de Gorazde ne signifie pas qu'ils restent inactifs en Bosnie comme en font foi un signaleur et un lanceur de missiles anti aériens, à 80 km à l'ouest de Sarajevo.

Une marche de 200 000 anti fascistes italiens

MILAN (Reuter, AFP) — À l'heure où les néo-fascistes se préparent à entrer au gouvernement, des dizaines de milliers d'Italiens sont descendus dans les rues de Milan, hier, pour fêter le 49e anniversaire de la défaite du fascisme.

Quelque 200 carabiniers étaient sur la brèche pour canaliser environ 200 000 manifestants — estimation de la police — qui ont bravé la pluie battante pour rallier la place de la cathédrale où un meeting était prévu à l'occasion de la journée de la Libération.

Alessandra Mussolini, petite fille du Duce Benito Mussolini et députée de l'Alliance nationale (néo-fasciste), a estimé, hier soir, que cette manifestation avait été une « provocation ».

La manifestation s'est néanmoins déroulée sans incident, hormis quelques horions échangés entre gauchistes et partisans de la Ligue du Nord.

Jusqu'à ce que les élections de mars laissent entrevoir l'arrivée au pouvoir de ministres néo-fascistes, la journée de la Libération constituait traditionnellement une occasion de débattre du meilleur endroit où pique-niquer en famille.

Mais la commémoration de l'appel à l'insurrection contre le fascisme, à la fin de la Seconde Guerre, a pris, cette année, un

tout autre relief dans un pays que l'extrême-droite invite à tirer un trait sur le passé pour se réconcilier avec lui-même.

La gauche, défaite aux élections de la fin du mois dernier, accuse la droite de chercher à faire oublier les horreurs du régime fasciste et a saisi cette occasion pour la mettre au défi de renier le passé.

La police a dû former un cordon de protection autour d'une délégation de 200 fédéralistes de la Ligue, conduite par leur chef de file Umberto Bossi, après qu'ils eurent été pris à partie par de jeunes gauchistes.

« L'unité de notre peuple et de notre nation a été reconfirmée », a déclaré aux journalistes le président Oscar Luigi Scalfaro. « Les manifestants ont démontré qu'ils étaient en faveur d'un climat d'harmonie ».

L'ABONNEMENT, C'EST ÉCONOMIQUE!

Abonnez-vous:
647-3333 (Québec)
ou au 1-800-463-2362 (régions)

LE SOLEIL



LANCEMENT EXCLUSIF DE LA CAVALRY SWISS ARMY

Remarquable ingénierie suisse, boîtier en acier inoxydable, étanche jusqu'à 100 mètres de profondeur, aiguilles et graduations lumineuses.

Pour elle et lui
220 \$ chacune

• Garantie Birks de deux ans
• Gravure sans frais • Certificat de remplacement gratuit de la pile



BIRKS

PLACE STE-FOY, 653-4035

Avoir un problème auditif, c'est



«SI NE IC»

(SIGNEZ ICI)

Le contrat comprend tout, mais vous?

Le Groupe Forget-Parent, le plus important regroupement d'audioprothésistes au Québec, peut vous aider à ne rien échapper d'important lorsque vous avez une décision à prendre.

Le coût d'une prothèse auditive peut maintenant être défrayé par la Régie de l'assurance-maladie du Québec.
RENSEIGNEZ-VOUS!

Montréal	355-2442
Ville d'Anjou	1 800 363-1143
Queen Mary	481-8441
Fleury Est	388-9005
Sherbrooke Est	524-1259
Bélanger Est	723-0622
Rive-sud	442-2442
Longueuil	465-8670
Greenfield Park	771-2040
Saint-Hyacinthe	377-2483
Valleyfield	624-4787
Pierrefonds	529-9325
Québec	661-3732
Boul. Mailloux	
Sainte-Foy	650-3433
Quatre-Bourgeois	725-3030
Rimouski	1 800 463-4244
Beauce	
Saint-Georges	228-2970
Sainte-Marie	387-7988
Saguenay	
Chicoutimi	545-8259
Jonquière	695-6232
Lac St-Jean	
Alma	
Dolbeau	
Roberval	1 800 463-7949

LE GROUPE FORGET PARENT

AUDIOPROTHÉSISTES
AUDIOPROTHÉSISTES



Le plus grand regroupement au Québec
BIEN ENTENDU

Burundi: putsch raté Rwanda: des combats

NAIROBI (AFP, AP, Reuter) — Une poignée de militaires a tenté un coup de force au Burundi, sans parvenir à rallier à leur cause le reste de la troupe, pendant que le Rwanda voisin continuait, hier, de se débattre dans une guerre civile émaillée de massacres aux conséquences humanitaires désastreuses.

Les combats se sont poursuivis à Kigali, hier, alors que la confusion régnait dans les négociations et médiations entre les belligérants rwandais, qui avaient annoncé deux cessez-le-feu distincts.

Dans les rues de la capitale rwandaise, rats et chiens dévorent les corps en décomposition. Les organisations humanitaires y ont retiré presque tout leur personnel, en raison de leur impuissance à faire cesser les massacres.

Faustin Twagiramungu, premier ministre désigné du gouvernement rwandais de transition « à base élargie », a accusé, hier, des militaires rwandais d'avoir tué le président Juvénal Habyarimana pour faire un coup d'État et provoquer la guerre.

Mais les médiateurs internationaux gardaient toujours l'espoir, hier, de faire dialoguer gouvernement et rebelles rwandais et de parvenir à mettre à terme à la boucherie au Rwanda, où 150 personnes viennent d'être massacrées dans un hôpital.

À Bujumbura, capitale du Burundi, l'état-major de l'armée a qualifié de « coup de tête » une action confuse menée dans la nuit de dimanche à lundi par huit parachutistes burundais.

Cette opération illustre néanmoins, selon un diplomate, « l'agi-

tation qui règne dans les milieux militaires extrémistes tutsis ».

L'armée burundaise est composée presque exclusivement de Tutsis (ethnie minoritaire), alors qu'environ 85 % de la population, au Burundi comme au Rwanda, sont hutus.

L'armée rwandaise est, en revanche, majoritairement hutue et mène une guerre impitoyable contre le Front patriotique rwandais (FPR, mouvement de rébellion dominé par les Tutsis).

« Trois ou quatre officiers » ont été interpellés « pour interrogatoire », suite à des rumeurs persistantes de projet de coup d'État.

D'autre part, dans la nuit de dimanche à lundi, huit parachutistes, dont deux sous-officiers et six hommes de troupe, ont contraint le chauffeur d'un camion à faire le tour des casernes, afin de tenter d'entraîner d'autres militaires dans une mutinerie.

Six de ces hommes avaient déjà des dossiers disciplinaires et devaient comparaître devant le conseil de guerre.

Cette opération survient aussi après la mort des présidents burundais Cyprien Ntaryamira et rwandais Juvénal Habyarimana, tués le 6 avril lorsque l'avion présidentiel rwandais s'est écrasé à Kigali, déclenchant la reprise de la guerre civile au Rwanda.



Nelson Mandela dont on prédit l'élection à titre de nouveau président de l'Afrique du Sud, a rendu visite, hier, dans un hôpital de Johannesburg, à un adolescent blessé dimanche lors d'un attentat à la voiture piégée.

Afrique du Sud: où, quand, comment?

JOHANNESBURG (Reuter, AP, AFP) — Quelque 22,7 millions de Sud-Africains (sur 38 millions dont 28 millions de Noirs, 5,4 millions de Blancs, 3,2 millions de métis et un million d'Asiatiques) sont invités, à partir d'aujourd'hui, à voter pour mettre fin à trois siècles de suprématie blanche.

Les bureaux de vote sont ouverts de 7h à 19h, aujourd'hui, demain et jeudi. Les électeurs devront déposer dans les urnes deux bulletins, l'un pour l'élection des membres de l'Assemblée nationale, l'autre pour les représentants des neuf provinces qui remplaceront les quatre provinces et les dix bantoustans actuels.

Vingt-sept partis participent à ce scrutin. Les principaux sont: Le Congrès national africain, de Nelson Mandela; le Parti national, du président Frederik de Klerk; le Parti de la Liberté Inkatha, de Mangosuthu Buthelezi; le Congrès panafricain, de Clarence Makwet; le Front de la liberté, du général Constand Viljoen; et le Parti démocratique de Zach de Beer.

Le premier parlement à majorité noire d'Afrique du Sud doit se réunir au Cap, le 6 mai, afin d'élire le président de l'État, qui prêterait serment le 10 mai à Pretoria.

Chaque assemblée provinciale nommera dix de ses membres pour faire partie du Sénat, qui comptera donc 90 sièges.

L'Assemblée constituante, chargée de rédiger la Constitution définitive du pays, comptera 490 membres — les 400 membres de l'Assemblée nationale et les 90 sénateurs.

La Commission électorale indépendante, chargée d'organiser les élections et de juger si elles ont été libres et équitables, estime que 16,2 millions d'électeurs, âgés de 18 ans et plus, voteront pour la première fois de leur vie.

28% des électeurs sont pratiquement illettrés et les femmes représentent 53% de l'électorat, selon les statistiques de la commission.

Aujourd'hui, premier jour du scrutin, le vote est réservé aux personnes en situation particulière: femmes enceintes, malades, infirmes.

Le dépouillement des suffrages débutera vendredi à 6h. Les bulletins de 9514 bureaux de vote seront transportés, sous bonne garde de l'armée, dans les quelque 650 centres de dépouillement répartis à travers le pays.

Aux termes de la loi électorale, les résultats définitifs doivent être annoncés dans les dix jours qui suivront la clôture des opérations de vote. Dans les faits, on connaîtra ces résultats en fin de semaine. Notons, toutefois, que les sondages à la sortie des bureaux de vote sont interdits.

■ No 1 islamiste tué en Égypte

LE CAIRE (AFP) — Les forces de sécurité égyptiennes ont abattu, hier, le « numéro un » du mouvement clandestin Jamaa islamiya ainsi que dix autres islamistes, deux semaines après l'assassinat du « numéro deux » de la sécurité d'État en Égypte, le général Raouf Khayrat. Talaat Yassine Hammam, 32 ans, a été tué, ainsi que six autres militants de la Jamaa islamiya, lors d'un « accrochage avec la police », qui a effectué une descente à l'aube dans un appartement du quartier de Hadaq al-Qoubba, dans le nord-est du Caire, a dit la police. Hammam était le responsable des opérations armées de la Jamaa islamiya, qui est bien implantée dans la région d'Assiout (environ 400 km au sud du Caire), où elle tient la police en défilé depuis mars 1992. Elle a revendiqué la plupart des attentats contre des touristes et des responsables égyptiens.

■ Nouvel enlèvement d'un nanté au Mexique

MEXICO (AFP) — Le fils du propriétaire d'une importante chaîne mexicaine de supermarchés, Angel Lozada Moreno, a été enlevé, hier, dans le quartier d'affaires de Polanco, dans la capitale mexicaine, selon la presse mexicaine du soir. Le fils du propriétaire de la chaîne « Gigante », aurait été enlevé par un « commando de six hommes fortement armés ». Il s'agit du deuxième enlèvement au Mexique, depuis le 14 mars dernier, date de l'enlèvement du banquier Alfredo Harp Helu, président du groupe Banamex-Accival, qui est toujours aux mains de ses ravisseurs.

■ Le général Ortega accepte de se retirer

MANAGUA (Reuter) — Le général Humberto Ortega, chef des forces armées nicaraguayennes, a annoncé, hier, qu'il acceptait de se retirer à une date qu'il n'a pas précisée. La présidente Violeta Chamorro, qui fêta, hier, le quatrième anniversaire de son accession au pouvoir, avait été vivement critiquée, en particulier par le Congrès américain, pour avoir maintenu en fonction le général Ortega malgré la défaite des Sandinistes aux élections de 1990. Le général Ortega, frère de l'ancien président sandiniste Daniel Ortega, a déclaré que son départ était lié à l'approbation d'un projet de loi sur l'armée sur lequel les militaires et la présidence travaillent depuis l'automne.

■ L'élu du Salvador rencontre la gauche

SAN SALVADOR (Reuter) — Armando Calderon Sol, vainqueur du second tour de l'élection présidentielle de dimanche, s'est entretenu lundi, hier, avec le candidat de gauche Ruben Zamora et avec l'ancien dirigeant du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) Shafik Handal. Les trois hommes, auxquels s'est joint l'ambassadeur américain, ont discuté de réformes et de réconciliation nationale. Après dépouillement de plus de 99% des bulletins, Calderon Sol, juriste de 45 ans, obtient 68,3% des voix contre 31,7% à Zamora. Le candidat de l'Arena, le parti au pouvoir, l'a emporté dans l'ensemble des 14 provinces du Salvador.

■ Dernier livre de Nixon publié demain

NEW YORK (AP) — Affirmant faire face à une « énorme demande », la maison d'édition Random House a annoncé, hier, qu'elle comptait publier, dès cette semaine, le dernier livre de l'ancien président Richard Nixon, décédé vendredi. Les premiers exemplaires de « Beyond Peace » (Au-delà de la paix), ouvrage consacré à l'après-guerre froide et dans lequel M. Nixon critique la politique américaine en Bosnie et en Haïti, sortiront des presses, demain, jour des funérailles de M. Nixon, a précisé l'éditeur Harold Evans.

L'Élégance Discrète du Lin

Le charme et l'élégance du lin apportent une note de fraîcheur à la tenue d'été



Veston à 3 boutons en lin et viscose. 350 \$.



Veston en lin à 3 boutons. 595 \$.

L'apparence estivale et détendue des tenues ci-dessus explique pourquoi le lin est de plus en plus adopté par ceux qui savent se relaxer.

Du caractère! Voilà ce qui classe le lin à part. La qualité indéniable de sa surface texturée, sa douceur, son confort et sa fraîcheur, tout cela se combine pour



Complet 3 pièces en lin et viscose. 595 \$.

en faire un tissu élégant, pratique et qui se prête à la détente. Jamais le lin n'a été aussi joliment représenté chez Harry. Vous y trouverez vestons, chemises, gilets, pantalons et shorts aux coloris naturels et aux textures les plus attrayantes. Incontestablement, la tenue estivale par excellence.

HARRY ROSEN

PLACE STE-FOY • 657-5465

LE PLAN

50/50

Obtenez

50%

de vos 6 premiers versements.

Achetez une **HONDA** chez Lallier Charlesbourg et nous vous offrons automatiquement **50%** de vos 6 premiers versements.

Air climatisé gratuit sur toutes les Accord 94. Venez en profiter

SANS GARANTIE FINANCIÈRE

Lallier CHARLESBOURG

627-1010

4650, 3^e avenue Ouest

SERVICE PLUS jusqu'à 3 h le matin Service et pièces

À Charlesbourg, vos intérêts, on prend ça à cœur!

AVIS

Tous nos verres sont à prix réduit jusqu'au 28 mai

Ex. : Progressifs 99 \$

Ne peut être jumelé à d'autres promotions

OPTICIEN
Jacques Langlois

LIMOULOU - 455, 3^e Avenue STE-FOY - 1113, rue de l'Église MAIL CENTRE-VILLE - 460, St-Joseph (Édifice Holiday Inn)

523-6090
659-3816
529-9351

23 partisans d'Aristide tués par les soldats

PORT-AU-PRINCE (AP, AFP) — Au moins 23 personnes, des pêcheurs et des commerçants, ont été tués dans la nuit de vendredi à samedi par des soldats de l'armée haïtienne dans le quartier de Raboteau aux Gonaïves, sur la côte ouest de l'île, a-t-on appris, hier, auprès de témoins et de membres d'associations de défense des droits de l'homme.

Après une descente effectuée vendredi dans ce fief de partisans du président exilé Jean-Bertrand Aristide, les soldats sont revenus à l'aube, samedi, et ont ouvert le feu au hasard sur des personnes qui retiraient des poissons et du bois de barques situées à quai, ont déclaré des témoins.

Cette tuerie n'a été annoncée qu'hier par la radio haïtienne. Elle fait suite à une série d'attentats visant des partisans du père Aristide. Raboteau était, depuis plusieurs mois, le théâtre d'affrontements violents entre pro-Aristide et militants néo-duvaliéristes du Front pour l'avancement et le progrès haïtien (FRAPH).

Trois cadavres portés par l'eau sur la côte ont été découverts, dès samedi. Vingt autres ont été retrouvés entre dimanche et hier matin, ont ajouté des témoins.

Hier, de nombreux habitants du quartier déshérité de Raboteau avaient quitté leur logement par craintes d'autres opérations du même genre.

« Je pense qu'il s'agit de la poursuite des efforts menés pour décapiter le mouvement démocratique en Haïti », a confié Ira Kurzban, avocat américain du gouver-

nement Aristide, depuis ses bureaux de Miami.

Par ailleurs, le chef de la police de Port-au-Prince, le lieutenant-colonel Joseph Michel François, a vivement démenti, hier, toute implication personnelle dans le trafic de drogue, tout en critiquant la façon dont était traité le dossier haïtien aux États-Unis.

Un trafiquant colombien détenu depuis cinq ans par la justice américaine, Gabriel Taboada, a accusé à Washington, jeudi, lors d'une déposition devant une commission du Sénat américain, l'officier de protéger le trafic de la drogue vers les États-Unis et d'avoir assisté à une réunion en 1984 en Colombie avec Pablo Escobar et l'ancien président militaire haïtien, Prosper Avril.

Enfin, la compagnie aérienne American Airlines a violé le régime de sanctions en vigueur aux États-Unis contre Haïti, selon un rapport du président Bill Clinton au Congrès publié, hier, par la Maison-Blanche.

American Airlines a dû payer « une amende significative » pour « ses paiements directs de taxes et droits » au régime militaire au pouvoir en Haïti, indique le document qui ne précise pas le montant de cette amende.

Le cauchemar de l'après-Tchernobyl non dissipé

CHAMBERY, France (d'après AFP) — Huit ans, jour pour jour, après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl (Ukraine), le cauchemar n'est pas dissipé pour l'Ukraine, le Belarus et la Russie: les effets sur la santé publique sont dévastateurs et la centrale demeure une menace permanente, selon les témoignages concordants recueillis, hier, lors de la première journée des « assises de Tchernobyl ».

Ouvrant le colloque, organisé sous l'égide de l'UNESCO, hier et aujourd'hui, à Chambéry (Alpes françaises), le ministre français de l'Environnement, Michel Barnier, a plaidé pour la fermeture urgente des réacteurs 1 et 3 encore en activité dans l'usine nucléaire de Tchernobyl.

M. Barnier a insisté sur le fait qu'il fallait très rapidement construire un deuxième sarcophage sur le réacteur ayant explosé. Le premier sarcophage de béton, coulé sur le cœur du réacteur après l'accident, est fissuré et le confinement n'est plus assuré, a-t-il expliqué.

Le ministre a évalué à quinze les sites nucléaires des ex-pays de l'Est présentant des menaces graves.

« Pour nous, les conséquences de Tchernobyl sont un cauchemar (...) on a l'impression que le monde nous a oubliés », a affirmé le député du Belarus, Gueorgui Tchekh.

Le colloque réunit 200 responsables des pays de l'Est et de France sur le thème de l'action humanitaire en faveur de populations contaminées par l'explosion

nucléaire du 25 avril 1986, en URSS.

Il faudrait, pour effacer les traces matérielles de la catastrophe, des moyens financiers équivalant à 30 fois le budget annuel du Belarus, a expliqué M. Tchekh.

Environ 2,1 millions de personnes ont été touchées à divers titres par les retombées de la catastrophe en Belarus, sur une population de 10 millions, a ajouté M. Tchekh qui est également membre du conseil suprême de la République.

Environ 130 000 personnes ont dû être évacuées des zones contaminées (limitrophes de l'Ukraine), qui représentent 23% du territoire du Belarus, a-t-il précisé.

Vladislav Torbin, son homologue ukrainien, en charge de la protection sanitaire des victimes de Tchernobyl, a avoué que le département qu'il dirige était dans l'incapacité financière de faire face à sa mission.

« Personne ne peut nous dire ce qui nous attend exactement en matière de santé publique car nous sommes les premiers à subir les conséquences d'une catastrophe nucléaire de cette ampleur », a souligné le représentant ukrainien.

La coalition japonaise vole en éclats

TOKYO (d'après AFP) — Le nouveau premier ministre japonais, Tsutomu Hata, se retrouvait, hier, sans majorité au parlement quelques heures à peine après son élection avec le départ brutal du Parti socialiste de la coalition, qui s'est déclaré « trahi » par la formation surprise d'une nouvelle alliance libérale au sein de la coalition.

M. Hata va maintenant devoir gouverner avec une minorité de voix favorables à la Chambre basse de la Diète (511 membres) mais sans que l'opposition puisse dégager une majorité compte tenu de la répartition des forces, soulignait l'agence Jiji.

Cette rupture dans la coalition, survenue la nuit dernière, alors que se déroulaient les négociations pour la formation du nouveau gouvernement a obligé M. Hata à retarder la constitu-



Le premier ministre sortant Morihiro Hosokawa, à gauche, offre ses vœux à son successeur, Tsutomu Hata, qu'une bien mauvaise surprise attendait...

principale formation d'une majorité hétéroclite de sept partis associant des conservateurs, des libéraux, des bouddhistes et des socialistes.

Ils avaient pris des positions en pointe sur des dossiers comme la tension dans la péninsule de Corée ou la fiscalité indirecte, faisant reculer, en février, le premier ministre Morihiro Hosokawa sur l'augmentation d'une taxe à la consommation.

Après la démission de M. Hosokawa, le 8 avril dernier, on avait assisté à d'importantes manœuvres pour diminuer le poids politique des Socialistes, voire les écarter de la coalition. L'ancien ministre des Affaires Étrangères, Michio Watanabe, avait essayé de présenter sa candidature, menaçant de quitter le PLD avec ses partisans pour rejoindre la coalition. La tentative avait tourné court devant le petit nombre d'élus (une trentaine) prêts à suivre M. Watanabe.

tion du cabinet. Les Socialistes comptaient 6 ministres dans le gouvernement démissionnaire.

Pendant les 260 jours du premier gouvernement de coalition au Japon après 38 ans de règne sans partage du Parti libéral démocrate (PLD), les Socialistes, forts de 74 élus, avaient été la

Économisez avec style!

SONATA 1995

à partir de

14 995\$

HYUNDAI
On évolue à votre avantage

Transport, préparation et taxes en sus

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI. Par l'entremise de Club Auto, organisme affilié à la CAA.

CANADA

1984-1994

CENTRE HYUNDAI

1605, boul. Henri-Bourassa
angle Canardière

522-3738

Prendre racine



Denis Fortin
propriétaire
Limoilou

« Ici, c'est ma ville. Ma vie. Mon monde. Dans le quartier, on s'est vu grandir, on se salue, on se sourit... Limoilou, c'est mon coup de cœur jour après jour. La maison, je la louais depuis dix ans. Le programme de la Ville a été le coup de pouce pour l'acheter. Là, je sens que j'ai pris racine. »

ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ La Ville de Québec vous offre un programme d'accès à la propriété dans les quartiers **Saint-Jean-Baptiste, Saint-Roch, Saint-Sauveur, Vieux-Limoilou, Lairet et Maizerets**. Subvention de 1 250 \$ à 5 000 \$ et crédit de taxe foncière pouvant atteindre 100% les deux premières années et 50% la troisième année, pour l'achat d'une propriété construite avant 1992.

Subventions

RÉNOVATION Pour tous vos projets de rénovation résidentielle, vous pouvez également bénéficier de l'aide financière du programme provincial «VIRAGE RÉNOVATION» de la Société d'habitation du Québec. Possibilité d'un prêt de 4 000 \$ sans intérêt pendant trois ans ou d'une subvention de 1 000 \$ pour des travaux de 5 000 \$ et plus.



Pour de plus amples renseignements sur les différents programmes d'habitation de la Ville de Québec:

691-7748



Québec, près de la vie!



NATURALIZER.

Le flâneur «Jackie» tout en cuir. Tons de bronze, de beige, de noir et vernis noir.
Seulement 78 \$

Le tout-aller «Sophie» en cuir. Beige et taupe, blanc et vernis noir.
Seulement 75 \$

Naturalizer vous offre des souliers au cuir extra doux avec semelle intérieure cousinée; offert dans une grande variété de pointures. Depuis 50 ans, la Maison Leclerc vous fait marcher sur des nuages.

Escarpin «Rubys», tout cuir. Avec imprimé d'allure serpent. Beige, bronze et ocre ou tout blanc.
Seulement 82 \$

les boutiques
leclerc
CHAUSSURES

PLACE LAURIER 658-8089 • 199, Saint-Joseph Est 525-9907 • PLACE FLEUR DE LYS 649-7796

ÉDITORIAL

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:
PIERRE DES MARAIS II

Éditeur adjoint et rédacteur en chef
J.-JACQUES SAMSON

Président et Éditeur:
GILBERT LACASSE

Directeur de l'information
ANDRÉ FORGUES

Dans les jardins de Montréal...

Montréal, une ville jardin ! Le plus récent candidat à la mairie de Montréal, Pierre Bourque, ex-directeur du Jardin botanique et créateur du Biodôme, veut transformer la métropole de Québec en la première ville environnementale en Amérique du Nord au cours de son premier mandat. Ouf !

Les électeurs ont beau acheter des rêves à la douzaine, il y a une limite au-delà de laquelle les propos farfelus ne sont plus valides. Pourquoi s'inquiéter des élections municipales du 6 novembre, à Montréal ? Parce que le Québec sursaute de l'Abitibi aux Îles-de-la-Madeleine à chaque fois que son cœur s'étouffe.

Nul ne peut observer avec une belle indifférence la vie politique montréalaise. Les idéologies et les modes y naissent et y meurent, non sans influencer toute la vie urbaine des Québécois.

Jean Drapeau avait donné le ton d'un maire autoritaire. Combien d'autres l'ont imité, depuis ? Le Rassemblement des citoyens de Montréal a donné le pouvoir à la base, selon l'expression populaire. Le mouvement a fait tache d'huile jusqu'à la capitale.

Le maire actuel, Jean Doré, a largué son idéologie première pour se transformer en un vrai politicien, au nom du réalisme. À Québec, le maire Jean-Paul L'Allier n'a pas eu à virer capot parce qu'il a dès le départ tracé la limite entre les contraintes d'une administration publique et les rêves des groupes populaires.

La grogne court les rues de Montréal, toutes plus mal entretenues les unes que les autres. Les contribuables votent avec leurs pieds en démenageant en banlieue. Ils fuient les taxes, un environnement rébarbatif et un milieu de vie trop bigarré à leur goût.

Mais les sondages donnent toujours Jean Doré premier, devant M. Bourque et ses autres adversaires, Clément Bluteau du Parti civique (émanation faiblarde de la formation de Jean Drapeau) et Jérôme Choquette, ex-ministre de la Justice et ex-maire d'Outremont et dont on se demande ce qu'il fait dans cette galère.

L'homme d'affaires Claude Beauchamp, ancien rédacteur-en-chef du SOLEIL, s'était présenté comme le candidat de la relance économique. Il s'est retiré devant le double constat que sa candidature ne levait pas et que le futur maire devrait traiter avec un conseil municipal éparpillé aux quatre vents de la politique.

Les citoyens du centre-ville de Québec peuvent en témoigner, la solution de la verdure comme outil de développement économique exige un acte de foi total en l'avenir. M. Bourque propose le même objectif pour l'ensemble de la ville de Montréal, soit d'améliorer la qualité de vie pour attirer les investissements.

Il est trop tôt pour proposer un choix ou l'autre aux Montréalais. Mais l'approche du candidat fétiche des idéalistes déçus par Jean Doré risque de convaincre la population qu'il vaut peut-être mieux voter pour un rêveur revenu sur terre que pour son rival toujours dans les hautes sphères de l'imagination.

RAYMOND GIROUX



L'enclenchement

Il y a une autre raison que les mauvais sondages qui devrait inciter le premier ministre Johnson à reporter les élections générales à l'automne : si le PQ les gagnait, il n'aurait pas le temps de tenir un référendum avant l'hiver, ce qui donnerait au camp fédéraliste le temps de se réorganiser avant l'affrontement décisif.

Je comprends que M. Johnson joue pour gagner et qu'il n'établira pas son calendrier électoral en fonction d'une éventuelle défaite. Un « Canadien d'abord et avant tout » devrait quand même se préoccuper de ce qui arriverait si le PLQ perdait les élections.

Le programme officiel du PQ prévoit que « dans les meilleurs délais, le gouvernement demandera à la population de se prononcer, par voie de référendum, sur la souveraineté du Québec et sur les dispositions d'ordre constitutionnel permettant au Québec d'exercer sa souveraineté », ce qui constituera « l'acte de naissance du Québec souverain ».

Dans ses discours, Jacques Parizeau parle généralement d'un délai de huit ou dix mois. Forts de l'expérience de 1980, plusieurs sont cependant d'avis qu'il faudrait mieux battre le fer pendant qu'il est chaud et tenir un référendum éclair pendant que l'adversaire est au tapis. Selon eux, René Lévesque a été trop fair-play en 1976.

Remarquez, il faudra voir ce que les sondages diront à ce moment-là. Les stratégies péquistes décideront peut-être qu'il est urgent d'attendre, mais on peut très bien penser que les chances du OUI seraient meilleures si le référendum s'inscrivait dans le momentum d'une victoire électorale.

Sans se commettre, M. Parizeau a lui-même évoqué une hypothèse de ce genre en février dernier. Compte tenu du temps nécessaire à la formation d'un gouvernement et des exigences de la loi sur les consultations populaires, il calculait qu'il lui



La chronique de
Michel
DAVID

faudrait environ quatre mois avant d'être en mesure de tenir un référendum.

Si les élections ont lieu avant l'été et que le PQ les gagne, on pourrait imaginer un référendum, disons le lundi 14 novembre. Si les élections n'ont lieu qu'à l'automne, tout devrait être reporté au printemps 1995, sans doute pas avant le mois de mai, sinon juin. Pour des raisons logistiques et psychologiques, une consultation en hiver est exclue.

D'ailleurs, je ne suis pas sûr que les électeurs apprécieraient beaucoup de se faire bouculer par un référendum éclair. Déjà qu'un référendum tout court... Trop de précipitation pourrait paraître suspect.

M. Parizeau a semblé surpris, la semaine dernière, de la réaction suscitée par son utilisation des termes « enclencher le processus », pour décrire la façon dont le PQ s'y prendrait pour mener le Québec à la souveraineté.

Dans une lettre ouverte au *Devoir*, il soutient que c'est en fait le PLQ qui a déclenché ce processus en créant la Commission Bélanger-Campeau et en faisant adopter la loi 150. Au sens strict du terme, il a peut-être raison, même si Jean-François Lisée a très bien démontré dans son livre, *Le Tricheur*, que M. Bourassa visait exactement le contraire.

Comme il arrive souvent en politique, c'est au niveau des perceptions que se situe le problème. Le mot « enclencher » a une résonance métallique, qui suggère la mise en marche d'un mécanisme difficilement

« arrêtable ». La phrase choisie par *Le Petit Robert*, pour illustrer comment il doit être employé au sens figuré, est la suivante: « L'affaire est enclenchée, on ne peut pas revenir là-dessus ». Comment ça, on ne peut pas revenir là-dessus ?

C'est au congrès de novembre 1988 que le terme « enclencher » est apparu dans le programme du PQ. C'est comme si les militants avaient voulu racheter par un langage musclé les errements du « beau risque » et de l'« affirmation nationale ».

Au congrès de 1991, on est cependant revenu à une formulation plus rassurante, qu'on retrouve dans le programme actuel. Comme l'explique M. Parizeau dans sa lettre au *Devoir*, on s'est appliqué à corriger tout ce qui pouvait suggérer que la prochaine élection puisse être référendaire.

Je ne sais pas trop pourquoi M. Parizeau a décidé de réhabiliter l'enclenchement à quelques mois des élections, mais il ne devrait pas s'étonner que certains aient peur de mettre le doigt dans le tourdeur s'ils votent PQ.

L'avertissement qu'il a lui-même lancé dans *L'Actualité* est très clair: « Je ne veux surtout pas qu'il y ait d'ambiguïté. Ceux qui vont voter PQ y auront bien pensé... » Le PQ est souverainiste avant, pendant et après ».

Bien sûr, il y aura un référendum auquel il sera toujours possible de voter NON. Mais si quelqu'un veut changer de gouvernement, sans se commettre tout de suite sur la souveraineté, il doit avoir l'assurance que tout se fera correctement, qu'il ne sera pas mis devant un fait accompli.

S'il fait partie de l'enclenchement de tenir un référendum éclair et de gagner par défaut, parce que l'adversaire est K.-O., le PQ doit le dire avant les élections, parce que ça en changera passablement la nature. La stratégie est une chose, la tricherie en est une autre.

Témoignage

Je suis en désaccord !

par BIL GLASSCO

La perception, entretenue par le conseil d'administration du Théâtre du Bois de Coulonge, selon laquelle je serais tombé d'accord, le 17 mars dernier, avec le congédiement de madame Lortie, est inexacte.

Les faits sont les suivants : après avoir pris connaissance des recommandations du directeur général, j'ai soutenu qu'il n'était pas nécessaire de congédier madame Lortie et que je n'accorderais pas ma voix à cette décision.

Puisque le licenciement prenait pour prétexte le congé de maladie de la directrice artistique, je ne voyais aucune raison de ne pas embaucher un directeur intérimaire. Comme les autres membres du conseil paraisaient peu disposés à cet égard, j'ai émis l'opinion, qu'advenant leur conviction que le renvoi de Mme Lortie était le seul moyen pour le TBC de rouvrir cet été, ils devaient agir ainsi, mais que je m'abstieudrais de voter.

Plus tôt cette semaine-là, le Conseil des Arts du Canada avait refusé tout subside au TBC. Le matin du 17 mars, le président et le directeur général du TBC s'étaient rendus au ministère de la Culture du Québec. Étant donné l'empressement avec lequel mes collègues avaient précédemment accepté de s'accommoder du congé de maladie de Mme Lortie, étant donné leur apparent accord avec la programmation choisie, il était clair pour moi que le message venait d'en haut : débarrassez-vous de Rachel Lortie, sinon votre théâtre ne rouvre pas cette année.

Quant à l'accession de Jacques Lessard au poste de directeur artistique (candidature avancée dans le rapport du directeur général sans consultation, ni discussion préalable), j'ai dit que je voterais contre.

Mme Lortie avait défini au TBC un nouveau et stimulant mandat artistique, élaboré sur trois ans, à la concrétisation duquel François Tassé et moi travaillions depuis plusieurs mois ; M. Lessard, sans avoir soumis de projet quant à l'avenir du TBC, restait à ma connaissance le responsable de graves embarras qu'avait eus à subir ce théâtre, embarras causés par ses défections lors d'engagements contractés au TBC.

Le lendemain, j'ai éprouvé du regret de n'avoir pas voté contre le congédiement de Mme Lortie plutôt que d'avoir inscrit une abstention.

Puis-je invoquer que si l'occasion m'avait été donnée de réfléchir à l'avance sur l'objet de la réunion, si François Tassé avait été présent pour m'aider à débrouiller mon effarement face à ce méprisable coup de force, si mon esprit n'avait pas été préoccupé par la mise en espace du spectacle-concert *La Dame de pique* qui devait commencer moins d'une heure plus tard, si, enfin, j'avais été à même d'exprimer ma colère en français aussi aisément que je répugnais à le faire en anglais, j'aurais pu paraître moins raisonnable aux yeux de mes peu honorables collègues.

M. Glassco est vice-président du Théâtre du Bois-de-Coulonge

Point de vue

Une autre version du départ du prix Robert-Cliche

par Jacques Lanctôt

Le Prix Robert-Cliche n'est pas mort ni agonisant, il se porte même très bien et sera remis au Salon du livre de Montréal, en novembre prochain. Non pas faute de bons manuscrits, comme le prétend Denis Lebrun, mais parce que le Salon du livre de Québec ne nous a pas dit toute la vérité, parce qu'il nous a traités de façon cavalière, parce qu'il sous-estime la force d'attraction d'un prix comme le Robert-Cliche qui a fait les beaux jours du SLQ, parce qu'il méprise tout bêtement les auteurs de la relève en affirmant que trop souvent au cours des dernières années le prix Robert-Cliche a été remis à des auteurs de manuscrits de mauvaise qualité.

Chose étrange, Denis Lebrun nous avait pourtant sommés de publier, en 1992, le manuscrit controversé de madame Ga-

brielle Gourdeau, alors qu'il avait autorisé le jury du prix Adrienne-Choquette, cette année-là, à ne pas décerner de prix sur manuscrit parce qu'aucun ne le méritait.

La petite histoire du prix Robert-Cliche ? Je n'ai pas de honte d'avouer qu'à l'époque où j'étais un petit éditeur, avec Victor-Lévy Beaulieu et après son départ, mais bien avant la venue de Denis Lebrun au SLQ, je n'étais pas d'accord que ce soit toujours la même maison d'édition qui publie « le prix de la relève du roman québécois ».

Déjà à l'époque, nous étions plusieurs éditeurs à le déplorer et à le considérer comme un « prix maison ». Cette image et cette controverse ne sont donc pas nouvelles et n'ont rien à voir avec une soi-disant mainmise, de ma part, sur le prix et sur le jury.

Que des éditeurs soient jaloux de ce « prix maison » je ne nom-

merai aucun nom - c'est une chose que je comprends très bien, mais qu'on nous annonce un jour que le mouvement Desjardins se retire officiellement de la commandite de tous les « prix maison » décernés au SLQ en invoquant la « conjoncture économique actuelle et les limites de notre budget de commandite » (dixit madame Huguette Morel de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins, à l'été 1993), pour annoncer quelques mois plus tard, que le même mouvement Desjardins s'embarque dans le soutien à de nouveaux « prix maison », ceux en l'occurrence du SLQ, cela sent la manoeuvre douteuse. Et c'est cela qui me semble inacceptable.

Que le SLQ ait décidé d'ajouter ses prix maison aux nombreux autres prix littéraires qui existent déjà, cela les regarde et je leur souhaite autant de succès

qu'au Prix littéraire de Laval. Mais nous n'en demeurons pas moins les seuls à présenter un prix tout à fait original, qui consiste à publier un premier roman présenté sous un pseudonyme et dont le choix a été effectué par un jury qui ne connaît pas, à l'avance, le nom de l'auteur.

Avec tous les risques et les bonheurs que cela comporte. C'est ainsi qu'ont été lancés des carrières d'écrivains, comme Madeleine Monette, Robert Lalonde, Chrystine Brouillet, Gaëtan Brulotte, Louise Leblanc, Jean-Alain Tremblay, pour ne nommer que ceux-là.

Au plaisir de rencontrer le public, que je souhaite nombreux, malgré tout, au Salon du livre de Québec, dans quelques jours.

M. Lanctôt est éditeur des *Quinze* et de *VLB* éditeur.

LES IDÉES DU JOUR

Plaidoyer en faveur de l'éthique et de la moralité

par Marcel PÉPIN

M. Pépin est un ancien président de la CSN et un ex-professeur de relations industrielles à l'université Laval.

D'entrée de jeu, je veux vous dire la profonde inquiétude qui m'habite. En même temps, je veux vous dire ma conviction intime que si la moralité publique, si une certaine éthique ne reviennent pas au premier rang de nos exigences collectives, c'est tout le Québec qui risque de sombrer de façon inexorable dans ce type de déchéance qui frappe les peuples et les sociétés qui n'ont pas su garder le cap sur un idéal de vie.

Ce qui est en cause actuellement dans notre société, c'est l'équité, c'est la solidarité. On vit le règne du sauve-qui-peut et du chacun-pour-soi. On oublie facilement le voisin et quand on y pense, c'est trop souvent pour l'écraser.

Le risque est immense quand une infime minorité, bien à l'abri dans un cocon, s'en tire allègrement pendant que tout autour, la majorité, à qui on impute toutes les fautes, en est réduite à ne subsister que d'allocations de chômage ou d'assistance, d'expédients plus ou moins honorables, de boulots mal payés, de travail au noir et autres activités qui ne génèrent aucune richesse collective.

Les privilèges des élites

Pour protéger leurs privilèges, les élites peuvent compter sur la compréhension des pouvoirs publics.

C'est d'abord aux plus faibles qu'on s'en prend, ceux qui ont le moins de moyens pour se défendre, les assistés sociaux, les chômeurs. On s'en prend ensuite aux travailleurs démunis, livrés sans défense aux mains des employeurs et qui n'ont pas de syndicat pour prendre leurs intérêts.

On passe ensuite à l'attaque contre les travailleuses et les travailleurs syndiqués, dont on déchire sans vergogne les ententes signées, à qui on fixe par voie de décret leurs salaires et autres conditions, quand on ne va pas, comme c'est le cas dans l'industrie de la construction, jusqu'à livrer les ouvriers pieds et poings liés aux entrepreneurs.

Par des lois iniques, on enchaîne les travailleurs à leur fonction en faisant peser sur leurs têtes des pénalités exorbitantes, pénalités comme n'en aurait jamais contrebandiers et autres champions de ces industries souterraines antisociales. Et pourtant, celles et ceux que l'on frappe ainsi sont d'honnêtes citoyens qui oeuvrent depuis des années au service du public dans les réseaux de la santé, de l'éducation et de la fonction publique et qui ne réclament rien d'autre, bien souvent, qu'un minimum de dignité.

Les logements sociaux, vous souvenez-vous de la dernière fois où vous en avez entendu parler? Pourtant, le nombre de pauvres a grimpé en flèche depuis l'époque où on en construisait pour la peine. Pour la première fois depuis que Statistique Canada compile ces données, le Québec remportait en début d'année le premier rang au plan de la pauvreté au Canada. 16% des familles québécoises, ce qui en représente 309 600, vivent sous le seuil de la pauvreté. Premier devant Terre-Neuve, devant le Nouveau-Brunswick.

Et les garderies? Non seulement continue-t-on encore de payer les travailleuses qui prennent soin des enfants à des salaires minables, mais les réseaux



Marcel PÉPIN

publics sont toujours les premiers où s'effectuent les coupures, dès qu'on constate dans les gouvernements que les finances se resserrent.

Les affaires

Indiscutablement, il y a des vaches sacrées dans notre société. Et les banquiers ne figurent pas parmi les moindres, eux qui, de même avec des courtiers qui accumulent les commissions, déterminent les conditions des prêts aux gouvernements et aux particuliers et fixent les taux d'intérêt

qui seront imposés. Jamais, j'en fais le pari, l'Assemblée nationale, qui intervient pourtant dans tous les domaines et surtout quand il s'agit de fouiller dans les poches des travailleuses et des travailleurs, n'adoptera une loi pour limiter la hausse des taux d'intérêt. Comme tous les autres gouvernements, elle va se contenter de suivre les diktats des marchés financiers.

Et n'allez pas tenter de connaître ce que gagnent ces dirigeants d'entreprises et d'institutions financières! Même la patrie du ca-

pitalisme le plus triomphant, les Etats-Unis, est plus ouverte que le Québec à cet égard. Le Conseil du patronat veille d'ailleurs au grain pour rappeler que nous n'avons pas atteint, collectivement, la maturité nécessaire pour être à même d'évaluer sereinement et froidement le niveau des émoluments de nos élites financières et d'affaires...!

Pourquoi, comme cela se fait dans certains pays, ne serait-il pas possible d'avoir accès aux rapports d'impôt de tous les particuliers? Pour quelle raison hésiterait-on à ce que soit connu ce que l'on gagne, que ce soit du domaine public, si c'est gagné honnêtement? A moins qu'il n'y ait d'autres raisons...

Qui s'appauvrit?

Une étude récente du Forum national sur la sécurité des familles a fait la démonstration qu'en dix ans, de 1981 à 1991, le revenu total du cinquième de la population la moins bien nantie, celle dont les revenus annuels sont de moins de 25 200 \$, a diminué de 400 millions \$. Pendant ce temps, le revenu total du cinquième de la population ayant des revenus moyens, soit de 39 500 \$ à 54 200 \$, diminuait de 2,7 milliards \$.

Et pendant ces dix années, qu'est-il advenu de ce cinquième de la population dont les revenus annuels sont les plus élevés, soit de plus de 74 000 \$? Eh bien, bonne nouvelle pour vous, mais vous le savez déjà: pour cette tranche privilégiée de la population, les revenus ont augmenté de 6,6 milliards \$!

Un autre exemple

Les politiques de taux d'intérêt élevés ont eu pour effet, au cours des années 1980, d'augmenter de façon importante la part des revenus d'intérêt et de placement dans le revenu national. C'est ainsi que de 1980 à 1990, au Canada, les

revenus d'intérêt et de placement sont passés de 26,6 milliards \$ à 53,3 milliards \$. Pendant la même période, les profits des entreprises augmentaient de 39,8 milliards \$ à 47 milliards \$.

Que dire enfin de notre régime fiscal! Dans les cuisines du monde ordinaire, on discute de ce qui disparaît du chèque de paie, se plaignant qu'il en reste de moins en moins. Dans les cuisines du beau monde, on s'amuse du succès qu'on a connu avec le dernier abri fiscal, en se passant des recettes pour échapper au fisc.

On entend souvent des remarques désobligeantes au sujet des 4,3 milliards \$ versés en aide sociale chaque année, au Québec. Mais on entend moins parler des quelque 3,7 milliards \$ que le gouvernement doit verser en intérêts à quelques créanciers dont on peut être assurés qu'ils ne sont pas dans la déche.

Cela doit cesser

Il est devenu assez facile, par les temps qui courent, d'ajouter chaque jour une nouvelle pièce dans ce Musée des horreurs sociales et économiques. Une chose est sûre, à mon avis. Cette situation que j'ai décrite à larges traits ne saurait durer encore longtemps. Et je ne vois qu'un chemin à emprunter: restaurer, dans la vie publique, des éléments de moralité et d'éthique qui font défaut depuis trop longtemps. Surtout dans la situation qui est celle des Québécoises et des Québécois en Amérique du Nord, il y a des solidarités auxquelles nous ne pouvons plus échapper, des solidarités qu'il nous faut reconstruire, qu'il nous faut reconstruire: avec les jeunes, avec les femmes, avec les plus démunis, en investissant massivement dans l'éducation, dans la formation et dans le développement économique.

Je voulais vous dire cela le plus clairement possible. Car le temps presse, terriblement.

Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

ÉCOULEMENT D'INVENTAIRE

DE 10 000 000 \$

10-25-50% DE RABAIS SUR UN GRAND CHOIX DE MARCHANDISE

0% D'INTÉRÊT

Aucun acompte
Aucun paiement

Aucun acompte, aucun paiement ni intérêt pendant 90 jours sur achats de plus de \$250 faits avec une carte de crédit Radio Shack

<p>PLUS DE 17 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • Baladeurs • Portatifs • Lecteurs CD personnels • Récepteurs stéréo • Haut-parleurs 	<p>PLUS DE 13 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • Horloges • Montres • Calculatrices • Organismes 	<p>PLUS DE 15 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • Téléphones • SRG • Walkie-talkies • Cellulaires et accessoires
<p>PLUS DE 27 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • Logiciels de jeu vidéo pour TurboGrafx, Super Nintendo, Sega Genesis et Game Gear 	<p>PLUS DE 30 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jeu portatifs • Véhicules télécommandés • Jouets à piles 	<p>PLUS DE 50 000</p> <ul style="list-style-type: none"> • Imprimantes et accessoires • Ordinateurs et logiciels

Expire le **30 avril 94**

Aucune commande différée

DIVISION INTER-TAN CANADA LEE

Radio Shack

L'endroit totalement branché

DEMANDEZ LA VÔTRE! Une carte de crédit Radio Shack vous permet de faire vos achats sans tarder. Nous indiquons les prix de détail réels sans les taxes applicables. Nous rejetons toute responsabilité relative aux erreurs photographiques ou typographiques. Le magasin ou détaillant Radio Shack le plus proche est dans les pages blanches.

T A N G U A Y

ATTAQUE

LES PRIX TIAN

Commencez à payer dans

le 12 AVRIL 95*

sur toute la marchandise



Matelas à ressorts
Expansion Design

**EXPANSION DESIGN
SOFA LIT**

avec matelas à ressorts
Choix de tissus

449\$

Choix de tissus



meq

**Mobilier de
chambre MEQ**

en mélamine
blanche avec
appliques noires.
Plate-forme en sus.

699\$

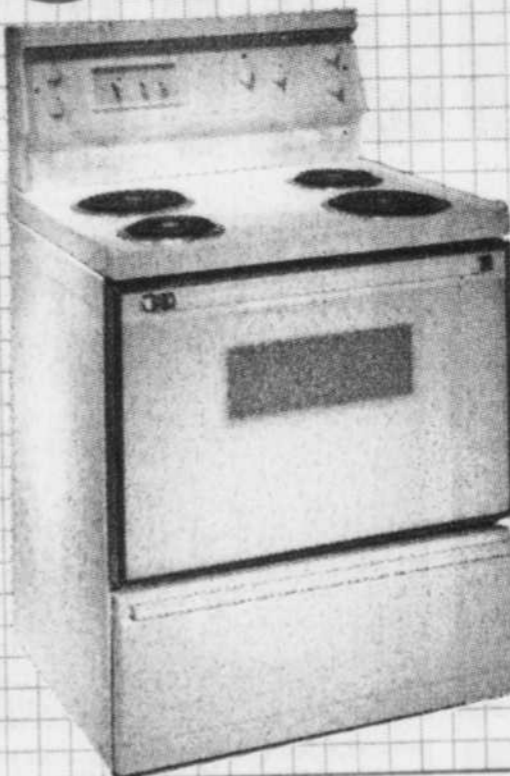
6 pièces

**McCLARY
Cuisinière**

113913
avec four à nettoyage facile, éléments amovibles:
2 de 8", 2 de 6". Blanc sur blanc ou noir.

529⁹⁵

18
pieds
cubes



McCLARY

122878
Réfrigérateur 18 pi cubes, 2 clayettes pleine longueur
ajustables, 1 clayette dans le congélateur, 2 bacs à
légumes. Disponible : poignée blanche ou noire.

739⁹⁵

*Sous réserve de
l'approbation du service de
crédit, ne payez que les
taxes de vente.
Certains frais administratifs
peuvent être crédités au
moment d'un paiement
comptant.
Cartes de crédit acceptées.

A M E U B L E M E N T S
T A N G U A Y

**OUVERT
LE DIMANCHE**

de midi à 17h
(sauf Pointe-au-Père)

Livraison et service gratuits à la grandeur de la province!

LÉVIS:
5720, boul.
Etienne-Dallaire
(angle Kennedy)
(418) 833-4511

BEAUPORT:
535, boul.
Ste-Anne
(418) 667-6282

LES SAULES:
Carrefour Les Saules
5150, boul. l'Ornière
(418) 871-4411

TROIS-RIVIÈRES:
2200, boul. des
Récollets
(819) 373-1111

POINTE-AU-PÈRE:
822, boul. Ste-Anne
(route 132)
Comté de Rimouski
(418) 725-4411

CHICOUTIMI:
1990, boul. Talbot
(418) 698-4411